

Pamph  
Econ  
Transp  
C

Conference on Communications  
Transit, 18, Barcelona, 1921

**C. 15. M. 10.** 1921. VIII.

(Société des Nations.)

(CONFÉRENCE GÉNÉRALE)  
(SUR LA LIBERTÉ DES COMMUNICATIONS)  
(ET DU TRANSIT.)

(Barcelone, 10 mars au 20 avril 1921.)

(Instruments officiels approuvés par la Conférence.)

(League of Nations.)



(GENERAL) CONFERENCE  
ON (FREEDOM OF) COMMUNICATIONS  
AND TRANSIT.

Barcelona, March 10th to April 20th, 1921.

Official Instruments approved by the Conference.

Les documents mentionnés sur la couverture ont été précédemment publiés  
sous les numéros suivants :

Nº 1 . . . . .	C. T. 81 (h)	Nº 6 . . . . .	217/1
2 . . . . .	C. T. 40 (c)	7 . . . . .	189 (b)
3 . . . . .	C. T. 161/3	8 . . . . .	196 (b)
4 . . . . .	C. T. 213/1	9 . . . . .	198 (c)
5 . . . . .	C. T. 209 (d)		

---

The documents mentioned on the cover first appeared under the following N°s :

Nº 1 . . . . .	C. T. 81 (h)	Nº 6 . . . . .	217/1
2 . . . . .	C. T. 40 (c)	7 . . . . .	189 (b)
3 . . . . .	C. T. 161/3	8 . . . . .	196 (b)
4 . . . . .	C. T. 213/1	9 . . . . .	198 (c)
5 . . . . .	C. T. 209 (d)		

---

## ( Société des Nations. )

( CONFÉRENCE GÉNÉRALE )  
( SUR LA LIBERTÉ DES COMMUNICATIONS )  
( ET DU TRANSIT. )

Barcelone, 10 mars au 20 avril 1921.

## Instruments officiels approuvés par la Conférence.

	Page
1. Règlement d'organisation des Conférences générales et de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit . . . . .	2
2. Règlement intérieur pour les Conférences générales des Communications et du Transit . . . . .	7
3. Convention et Statut sur la Liberté du Transit . . . . .	11
4. Convention et Statut sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international . . . . .	18
5. Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international . . . . .	29
6. Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des États dépourvus de littoral maritime . . . . .	30
7. Recommandations relatives au Régime international des Voies ferrées . . . . .	31
8. Recommandations relatives aux Ports soumis au régime international . . . . .	33
9. Acte final . . . . .	36

## ( League of Nations. )

GENERAL CONFERENCE  
ON FREEDOM OF COMMUNICATIONS  
AND TRANSIT.

Barcelona, March 10th to April 20th, 1921.

## Official Instruments approved by the Conference.

	Page
1. Rules for the Organisation of General Conferences on Communications and Transit, and of the Advisory and Technical Committee . . . . .	2
2. Rules of Procedure for General Conferences on Communications and Transit . . . . .	7
3. Convention and Statute on Freedom of Transit . . . . .	11
4. Convention and Statute on the Regime of Navigable Waterways of international concern . . . . .	18
5. Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International concern . . . . .	29
6. Declaration recognising the right to a flag of States having no sea-coast . . . . .	30
7. Recommendations relative to the International Regime of Railways . . . . .	31
8. Recommendations relative to Ports subject to an international regime . . . . .	33
9. Final Act . . . . .	36

1.

RÈGLEMENT D'ORGANISATION DES CONFÉRENCES GÉNÉRALES  
ET DE LA COMMISSION CONSULTATIVE ET TECHNIQUE DES  
COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

---

I.

CONSTITUTION DES CONFÉRENCES GÉNÉRALES ET DE LA COMMISSION  
CONSULTATIVE ET TECHNIQUE.

ARTICLE PREMIER.

Toute Conférence générale des Communications et du Transit est composée de Représentants des Membres de la Société à raison d'un représentant par Membre.

Chaque Représentant pourra être accompagné de suppléants et d'experts.

Les noms des Représentants, des suppléants et des experts désignés en vue de la Conférence, par leurs Gouvernements respectifs, seront communiqués au Secrétaire général de la Société.

Le Secrétariat de la Conférence est assuré par les soins du Secrétaire général de la Société.

ARTICLE 2.

Les Etats qui ne sont pas Membres de la Société et qui, par suite d'une Résolution de l'Assemblée, seraient admis à participer aux Organisations techniques, ou qui, par suite d'une Résolution de la Conférence, seraient admis à participer à l'Organisation des Communications et du Transit, seront assimilés, en ce qui concerne la Conférence et la Commission consultative et technique, aux Membres de la Société. Sauf dérogation expresse, les dispositions, tant du présent règlement que du règlement intérieur, qui concernent les Membres de la Société, s'appliqueront également aux dits Etats.

ARTICLE 3.

En vue de l'examen d'une question déterminée, des Représentants d'Etats ne faisant pas partie de la Société, pourront être également admis par la Conférence à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les Représentants présents des Membres de la Société. Pour cette question, les Représentants desdits Etats pourront participer à titre consultatif aux travaux de la Conférence.

ARTICLE 4.

Les Représentants des Etats qui auraient été invités par le Conseil à envoyer des Représentants à la Conférence, bien que n'étant pas Membres de la Société, pourront également participer, à titre consultatif, aux travaux de la Conférence.

ARTICLE 5.

La Commission consultative et technique des Communications et du Transit sera composée de membres désignés par les Membres de la Société représentés d'une façon permanente au Conseil, à raison de un par chacun de ces Membres, ainsi que de membres désignés selon les dispositions suivantes :

Les Représentants à la Conférence, exclusion faite des Représentants des Membres de la Société représentés d'une façon permanente au Conseil, choisiront, parmi les Membres de la Société qu'ils jugeront les plus généralement appelés à traiter des questions de communications et du transit, des Membres de la Société qui seront chargés de désigner lesdits membres de la Commission, à raison de un par chacun de ces Membres de la Société. Dans ce choix, il sera tenu compte, autant que possible, des intérêts techniques et de la représentation géographique. L'ensemble des membres de la Commission ne devra pas dépasser un tiers des Membres de la Société, à l'exclusion des Etats visés à l'article 2. Provisoirement, les membres de la Commission seront au nombre de seize.

Dans l'intérêt de la représentation à la Commission de certaines situations ou unités géographiques particulières, ainsi qu'en vue de la meilleure utilisation possible

**1.**

**RULES FOR THE ORGANISATION OF GENERAL CONFERENCES  
ON COMMUNICATIONS AND TRANSIT AND OF THE ADVISORY  
AND TECHNICAL COMMITTEE.**

---

**I.**

**CONSTITUTION OF GENERAL CONFERENCES AND OF THE ADVISORY  
AND TECHNICAL COMMITTEE.**

**ARTICLE 1.**

A general Communications and Transit Conference consists of Representatives of the Members of the League, in the proportion of one Representative to each Member.

Each Representative may be accompanied by deputies and experts.

The names of the Representatives, deputies, and experts nominated by each Government to attend the Conference shall be communicated to the Secretary-General of the League.

The secretarial work of the Conference is arranged for by the Secretary-General of the League.

**ARTICLE 2.**

States not Members of the League, which by a Resolution of the Assembly are admitted to participation in the technical organisations of the League, or which by a Resolution of the Conference are admitted to participation in the Transit and Communications Organisation, shall be placed in respect of the Conference and of the Advisory and Technical Committee on the same footing as Members of the League. Except where specifically stated to the contrary, the provisions of these Rules and of the Rules of Procedure relating to Members of the League apply to such States.

**ARTICLE 3.**

For the purpose of examining any specific question, the admission of Representatives of States not Members of the League may be allowed by the Conference by a two-thirds majority of the Representatives present of the Members of the League. In respect of such question the Representatives of such States may participate in the work of the Conference in an advisory capacity.

**ARTICLE 4.**

Representatives of States which are invited by the Council to send Representatives to the Conference though not Members of the League, may in the same way participate in the work of the Conference in an advisory capacity.

**ARTICLE 5.**

The Advisory and Technical Committee for Communications and Transit shall consist of one member nominated by each of the Members of the League, which is permanently represented on the Council, and also of members nominated in accordance with the following provisions :

The Representatives at the Conference, other than the Representatives of Members of the League permanently represented on the Council, shall select from among those Members of the League whom they consider the most generally concerned in questions of communications and transit, Members of the League, to each of whom shall be entrusted the nomination of one of the said members of the Committee ; in the choice of these Members account shall be taken, as far as possible, of technical interests and geographical representation. The total number of members of the Committee shall not exceed one-third of that of the Members of the League, excluding States referred to in Article 2. Provisionally there shall be sixteen members of the Committee.

To facilitate the representation on the Committee of particular geographical areas or groups, and in order to make the best use of experience from all parts of

des compétences des diverses parties du monde, certains des Représentants à la Conférence pourront déclarer, préalablement au choix et avec l'approbation de la Conférence, que les Membres de la Société qu'ils représentent, proposent, au choix de la Conférence, l'un d'entre eux, à l'exclusion des autres. Dans ce cas, tous suffrages qui se porteraient sur l'un quelconque des Membres de la Société associés à une telle déclaration, seront reportés sur le Membre ainsi proposé.

Tout Membre de la Société appelé à désigner un membre de la Commission, pourra désigner un ressortissant d'un autre Membre de la Société, pourvu que ce dernier Membre y consente et étant entendu que la Commission ne pourra jamais comprendre, au même moment, plus d'un ressortissant d'un même Membre de la Société.

Le mandat des Membres de la Société, ainsi choisis, sera soumis à renouvellement à chaque nouvelle Conférence, mais ne pourra pas, toutefois, être inférieur à deux ans.

Dans le cas où un Membre de la Société non investi par la Conférence du mandat de désigner un membre de la Commission consultative et technique viendrait à être représenté d'une façon permanente au Conseil, le membre de la Commission désigné par celui des Membres de la Société choisi par la Conférence, lors de la dernière élection, avec le moins grand nombre de voix, cessera de faire partie de la Commission, s'il est nécessaire qu'il en soit ainsi, afin de maintenir le nombre des membres de la Commission dans les limites prescrites.

Les Membres de la Société, choisis par la Conférence pour procéder à la désignation des membres de la Commission, ne pourront, aux termes de la mission de ces derniers, être chargés à nouveau d'une désignation pour la période immédiatement consécutive, que jusqu'à concurrence de la moitié du nombre des membres sortants de la Commission. Ce choix, par la Conférence, des Membres de la Société, dont le mandat est renouvelé, se fera conformément aux dispositions du deuxième alinéa du présent article. Il ne pourra pas être porté plus de deux fois consécutivement sur le même Membre de la Société.

Les membres de la Commission pourront se faire assister d'experts, et sans préjudice des dispositions de l'article 7 relatif aux différends, pourront inviter un Membre de la Société à désigner un membre temporaire pour siéger à la Commission, lors de l'étude d'une question qui est particulièrement de la compétence dudit Membre de la Société.

Le Secrétariat de la Commission sera assuré par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

## II.

### FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE ET TECHNIQUE.

#### ARTICLE 6.

La Commission exerce les fonctions qui lui sont confiées, soit en vertu de résolutions de l'Assemblée ou du Conseil, soit en vertu de traités ou engagements internationaux.

#### ARTICLE 7.

Dans le cas où la Commission consultative et technique serait appelée à donner un avis ou à ouvrir une enquête sur des questions de son ressort faisant l'objet de différends entre Etats, il sera procédé comme suit :

La demande de l'Etat intéressé sera adressée au Secrétaire général de la Société et transmise par lui à la Commission. Avant de procéder à l'enquête, si elle lui paraît nécessaire, la Commission se mettra en rapports avec les Gouvernements mis en cause, leur transmettra la demande, leur fera part des conditions de l'enquête projetée et les invitera à présenter toutes observations qu'ils jugeraient convenables.

Si aucune réponse satisfaisante n'a été reçue dans le délai spécifié par le Secrétaire général, la Commission consultative et technique pourra procéder à la nomination d'une Commission d'enquête chargée d'étudier la question soulevée et de lui adresser un rapport.

On confiera les travaux de la Commission d'enquête à un ou plusieurs experts choisis, autant que possible, parmi ceux qui sont désignés, comme il est prévu ci-après.

the world, particular Representatives at the Conference may declare, prior to the election and with the approval of the Conference, that the Members of the League whom they represent propose one of their number for election by the Conference to the exclusion of the others. In that case all votes in favour of any of the Members of the League taking part in such a declaration shall be counted in favour of the Member so proposed.

Any Member of the League which is called upon to appoint a member of the Committee may, appoint a national of another Member of the League of Nations, with the consent of such Member of the League, provided that the Committee does not at any time comprise more than one national of the same Member of the League.

The right of nomination given to the Members of the League as above will be subject to renewal at each new Conference, but shall not, however, be for less than two years.

In case a Member of the League which has not already been entrusted by the Conference with the duty of nominating a member of the Advisory and Technical Committee should become one of the Members of the League permanently represented on the Council, the Member which, at the last election, was chosen by the Conference by the smallest number of votes to nominate a member of the Committee shall retire in favour of the Member of the League which has recently become a permanent Member of the Council, if such a step should be necessary, in order to keep the number of members of the Committee within the prescribed limits.

Not more than one-half of the Members of the League chosen by the Conference to nominate members of the Committee may, on the expiration of the term of office of their nominees, be chosen to nominate members of the Committee for the succeeding period. The same Member of the League cannot be chosen more than twice consecutively. The provisions of the second paragraph of this Article must be applied in choosing the Member of the League whose right of nomination is to be renewed.

The Members of the Committee may invoke the aid of experts, and, subject to the provisions of Article 4 concerning disputes, may invite a Member of the League to nominate a temporary member to form part of the Committee during the examination of a question on which such Member of the League is particularly qualified.

The secretarial work of the Committee shall be arranged for by the Secretary-General of the League of Nations.

## II

### METHOD OF WORKING OF THE ADVISORY AND TECHNICAL COMMITTEE.

#### ARTICLE 6.

The Committee shall carry out the duties entrusted to it either by resolutions of the Assembly or of the Council, or by treaties or international agreements.

#### ARTICLE 7.

In cases where the Advisory and Technical Committee is called upon to give an opinion or to hold an enquiry on any question falling within its competence which is the subject of dispute between States, the procedure will be as follows:

The request of the State concerned shall be addressed to the Secretary-General of the League and transmitted by him to the Committee. The Committee, before proceeding with any enquiry as provided for below, will communicate with the Governments concerned, will forward the request and inform them of the circumstances of the proposed enquiry, and will invite them to make any observations which they may consider suitable.

If no satisfactory reply has been received within the period fixed by the Secretary-General, the Advisory and Technical Committee may proceed to nominate a Commission of Enquiry with instructions to investigate the question and to submit a report to it.

The work of the Commission of Enquiry shall be entrusted to one or several experts chosen so far as possible from among those appointed as follows:

Chacun des Membres de la Société sera invité, par le Secrétaire général, à désigner trois experts. Le mandat de ces experts sera d'une année ; néanmoins, ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement éventuel.

Tout Etat, qu'il soit intéressé directement ou non au différend, peut être invité, par la Commission consultative et technique, à mettre à la disposition de la Commission d'enquête tous renseignements dont il disposerait concernant l'objet du différend.

Tout Etat que la Commission consultative et technique considérerait comme intéressé au différend, peut, s'il le désire, être invité à désigner un expert qui fera partie de la Commission d'enquête.

Lorsque le Rapport de la Commission d'enquête aura été déposé et discuté, la Commission consultative et technique, en vue d'arriver à un règlement, donnera un avis motivé qu'elle communiquera aux parties en cause. Cet avis devra indiquer le nom des membres qui ont pris part à la délibération.

Si la Commission consultative et technique ne comprend pas de membre désigné par un Etat partie au différend, cet Etat sera invité à désigner un membre temporaire qui, pour ce différend, fera partie de la Commission.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cet article, que pour une seule. En cas de doute, la Commission consultative et technique décide.

Le Conseil peut toujours demander à la Commission consultative et technique les renseignements qu'il jugerait désirables.

#### ARTICLE 8.

Au cas où des Conventions générales sur les Communications et le Transit, préparées sous les auspices de la Société des Nations, entreraient en vigueur, il incombera à la Commission consultative et technique de présenter, quand il lui paraîtra opportun, un rapport sur l'application des dites conventions, faisant ressortir, le cas échéant, les points qui lui sembleraient appeler des modifications.

#### ARTICLE 9.

La Commission consultative et technique élira son Président et élaborera son propre règlement intérieur ; elle se réunira normalement au siège de la Société, aux époques et selon le mode qu'elle fixera elle-même, ainsi que sur convocation spéciale du Conseil de la Société.

Les décisions de la Commission consultative et technique seront prises à la majorité relative des suffrages exprimés. Toutefois, en ce qui concerne les avis à donner en matière de différends, le vote ne sera valable que si la moitié plus un des membres se trouvent présents.

### III.

## FONCTIONNEMENT DE LA CONFERENCE.

#### ARTICLE 10.

La Conférence générale des Communications et du Transit se réunira sur convocation du Conseil de la Société ; elle se tiendra au siège de la Société, à moins que le Conseil n'en décide autrement pour des raisons spéciales et exceptionnelles.

#### ARTICLE 11.

Le Secrétaire général de la Société devra faire parvenir en temps utile l'ordre du jour de la Conférence à chacun des Membres.

Sous réserve des dispositions de la Résolution de l'Assemblée, sur les rapports entre les Organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée :

a) Tout Membre de la Société peut demander l'inscription de nouvelles questions à l'ordre du jour. Ces questions figureront sur une liste supplémentaire qui sera communiquée en temps utile aux Membres de la Société. La Conférence pourra décider, à la majorité des deux tiers, si les questions figurant sur la liste supplémentaire feront partie de son ordre du jour ;

Each of the Members of the League shall be invited by the Secretary-General to nominate three experts. Their appointment will last for one year. They remain in office until a new appointment is made.

Any State, whether directly interested in the dispute or not, may be invited by the Advisory Committee to place at the disposal of the Commission of Enquiry all the information in its possession concerning the subject of the dispute.

Every State which the Committee regards as interested in the dispute shall, if it so desires, be invited to appoint an expert who will form part of the Commission of Enquiry.

When the Report of the Commission of Enquiry has been received and considered, the Advisory and Technical Committee, with a view to arriving at a settlement, will give a reasoned opinion and communicate it to the parties concerned. This opinion shall indicate the names of the members who took part in the proceedings.

Any State which is a party to a dispute shall, if there is not already a member of the Advisory and Technical Committee appointed by it, be invited to nominate a temporary member, who shall form part of the Committee for the purpose of the dispute.

When several parties represent the same interest they only count in respect of this Article as one party. Any doubt will be decided by the Advisory and Technical Committee.

The Council of the League shall be furnished at any time with such information as it may think desirable.

#### ARTICLE 8.

In the event of any General Conventions on Communications and Transit prepared under the auspices of the League of Nations being brought into force, it shall be the duty of the Advisory and Technical Committee to report on the working of the said Conventions when it thinks fit, noting the points, if any, on which they appear to require modification.

#### ARTICLE 9.

The Advisory and Technical Committee will elect its Chairman, and will draw up its own rules of procedure ; as a rule it will meet at the Seat of the League, as and when decided by the Committee itself or when specially convened by the Council.

Decisions of the Advisory and Technical Committee shall be taken by a simple majority of the votes cast. In the case of opinions to be given in disputes, the voting, however, will not be valid unless one more than half the members are present

### III.

#### METHOD OF WORKING OF THE CONFERENCE.

#### ARTICLE 10.

A General Communications and Transit Conference will meet when convened by the Council of the League ; it will meet at the Seat of the League, unless the Council shall decide otherwise for special and exceptional reasons.

#### ARTICLE 11.

The Secretary-General of the League shall forward the Agenda of the Conference so as to reach each of the Members in good time before the date of such meeting.

Subject to the provisions of the Resolution of the Assembly on the relations between Technical Organisations, the Council and the Assembly :

a) Any Member of the League may request the inclusion of additional items in the Agenda. Such items shall be placed in a supplementary list, which shall be circulated in good time to the Members of the League. The Conference may, by a two-thirds majority, decide whether the items included in the supplementary list shall be included in the Agenda ;

b) La Conférence peut, dans des circonstances exceptionnelles, inscrire de nouvelles questions à son ordre du jour, si, à une majorité des deux tiers, la Conférence décide qu'elles sont d'une importance urgente.

#### ARTICLE 12.

Pour qu'une proposition figurant à l'ordre du jour soit finalement adoptée par la Conférence, une majorité des deux tiers des voix des représentants présents est requise.

Lorsque la Conférence se sera prononcée en faveur d'une proposition, elle aura à déterminer, sous réserve des droits de contrôle du Conseil et de l'Assemblée de la Société, définis dans la résolution de l'Assemblée mentionnée à l'article précédent, quelle forme il convient de donner à la suite de la décision prise, notamment s'il y a lieu de recourir à une convention internationale, à une recommandation devant être soumise à l'examen des Gouvernements, ou à un projet de résolution devant être soumis à l'Assemblée de la Société.

#### ARTICLE 13.

A l'expiration d'un délai d'un an après la clôture de la Conférence, et sous réserve des droits de contrôle mentionnés à l'article 12, le Secrétaire général de la Société s'adressera à chacun des Membres de la Société et le priera de l'informer des mesures prises pour donner suite aux décisions de la Conférence.

#### ARTICLE 14.

La Conférence élaborera son propre règlement intérieur.

Les membres de la Commission consultative et technique assisteront aux séances de la Conférence, mais n'auront que voix consultative.

Au cas où le Conseil de la Société n'aurait pas désigné le Président, la Conférence le désignera elle-même.

La simple majorité des suffrages exprimés par les Représentants présents à la Conférence décidera, dans tous les cas où une majorité plus forte n'est pas spécialement exigée par d'autres articles du présent Règlement. Toutefois, un vote ne sera valable que si la moitié plus un des Représentants des Membres prenant part à la Conférence se trouvent présents.

#### ARTICLE 15.

Des Conférences partielles auxquelles ne seraient convoqués que les Représentants d'un certain nombre de Membres de la Société pourront être tenues dans les mêmes formes que les Conférences générales en vue de l'examen des questions n'intéressant exclusivement que ces Membres.

Toutefois, le Secrétaire général de la Société devra aviser tous les Membres de la convocation d'une Conférence partielle, trois mois au moins avant l'ouverture de la session. Tout Membre qui en fera la demande, sera admis aux Conférences partielles. A la demande d'un tiers au moins des Membres non convoqués, le Conseil de la Société sera invité à remplacer la Conférence partielle par une Conférence générale.

La proposition de convoquer une Conférence partielle devra être soumise au Conseil par la Commission consultative et technique.

## IV

#### REVISION.

#### ARTICLE 16.

Le présent Règlement ne pourra être modifié qu'à la majorité des deux tiers des Représentants des Membres de la Société à l'exclusion de ceux des États visés à l'article 2.

b) The Conference may, in exceptional circumstances, place additional items in the Agenda, if, by a two-thirds majority, it is decided that the questions are of urgent importance.

#### ARTICLE 12.

A majority of two-thirds of the votes of the representatives present is necessary for the final adoption by the Conference of a proposal mentioned in the Agenda.

When the Conference has decided in favour of a proposal, it must also determine, subject to the rights of control of the Council and of the Assembly of the League as defined in the Resolution of the Assembly mentioned in the previous Article, on the form in which the decision should be embodied, particularly whether recourse should be had to an international Convention, to a recommendation for submission to Governments, or to a draft resolution for submission to the Assembly of the League.

#### ARTICLE 13.

At the expiration of an interval of one year after the closing of the Conference, and subject to the rights of control mentioned in Article 12, the Secretary-General shall address to each Member of the League a request for information as to the measures taken to give effect to the decisions of the Conference.

#### ARTICLE 14.

The Conference will frame its own rules of procedure.

The Members of the Advisory and Technical Committee may be present at the meetings of the Conference, but without power to vote.

Unless the Council of the League has nominated the President of the Conference, the Conference will elect its own President.

Decisions are taken by a simple majority of the votes cast by the representatives present, except where a larger majority is required by the other provisions of these Rules. The voting, however, will not be valid unless there are present one more than a-half of the Representatives of the Members of the League taking part in the Conference.

#### ARTICLE 15.

Limited Conferences, to which only the Representatives of a certain number of Members of the League shall be summoned, may be held in the same manner as General Conferences for the examination of questions of interest only to those Members.

The Secretary-General of the League shall, however, notify all the Members of the convening of a limited Conference three months at least before its opening. Any Member making a request to that effect shall be admitted to a limited Conference. One-third of the Members of the League whch are not summoned may invite the Council to substitute a General Conference for a limited Conference.

The proposal to convene a limited Conference shall be submitted to the Council by the Advisory and Technical Committee.

#### REVISION

#### ARTICLE 16.

These regulations can be modified only by a two-thirds majority of the Representatives of the Members of the League, excluding States referred to in Article 2.

VŒUX

I

La Conférence attire l'attention du Conseil et de l'Assemblée sur la question du renouvellement de la Commission au cas où il n'y aurait pas d'autre Conférence avant l'expiration d'un délai de quatre ans.

II

La Conférence émet le vœu que la prochaine Assemblée modifie la résolution adoptée en ce qui concerne la convocation de la Conférence générale, afin de permettre la réunion de plein droit de celle-ci, chaque fois qu'un tiers au moins des Membres de la Société en formulera la demande.

---

## RECOMMENDATIONS

### I

The Conference draws the attention of the Council and of the Assembly to the question of the renewal of the Committee, in case there should be no further Conference before the expiration of a period of four years.

### II

The Conference recommends that the next Assembly should modify the resolution adopted concerning the summoning of the General Conference, so as to enable a fully authorized meeting of the latter to be held on each occasion when it may be requested by at least one-third of the Members of the League.

---

## 2.

### RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

#### ARTICLE PREMIER.

1. L'ordre du jour pour la convocation de chaque Conférence est préparé par la Commission consultative et technique et est communiqué au Conseil de la Société.

Cet ordre du jour comprendra :

- a) un rapport sur l'œuvre de la Commission consultative et technique depuis la dernière Conférence ;
- b) un rapport présenté par le Secrétaire général de la Société sur les mesures prises en exécution des décisions des Conférences antérieures ;
- c) les questions proposées par le Conseil de la Société.

2. Des adjonctions pourront être faites successivement à cet ordre du jour, en conformité avec l'article 11 du Règlement d'organisation.

#### ARTICLE 2.

1. Les noms des représentants, des suppléants et des experts désignés par leur Gouvernement pour la Conférence, seront communiqués au Secrétariat général de la Société des Nations par le Gouvernement de chacun des Membres.

2. Chaque représentant remet, aussitôt que possible, et de préférence avant l'ouverture de la session, ses lettres de créance au Secrétariat général. Une Commission de vérification des pouvoirs composée de huit membres sera élue au scrutin secret par la Conférence. Elle fait immédiatement son rapport. Tout représentant, dont l'admission soulève de l'opposition, siège provisoirement, avec les mêmes droits que les autres représentants, à moins que la Conférence en décide autrement.

3. Le Représentant étant présent, le suppléant et les experts ne peuvent que l'assister ; si le Représentant est absent ou s'il se trouve momentanément empêché de prendre part aux délibérations de la Conférence, le suppléant ou un expert spécialement désigné par le Représentant peut siéger à sa place.

4. Les suppléants et les experts peuvent, avec l'autorisation du chef de la délégation, participer à la Conférence et aux débats, faire partie des Commissions et être nommés rapporteurs.

5. Les représentants des Organes techniques faisant partie de l'ensemble des institutions de la Société des Nations, ceux des grandes Commissions fluviales et des Bureaux internationaux qui se seront placés sous l'autorité de la Société et qui seront invités à assister à la Conférence à titre consultatif, pourront être entendus par elle, sur leur demande, et à condition que la Conférence le décide à la majorité.

#### ARTICLE 3.

Le Président de la Commission consultative et technique assume provisoirement, le cas échéant, la Présidence de la Conférence jusqu'à l'élection du Président définitif.

#### ARTICLE 4.

1. Le Président ouvre, suspend et lève les séances, et dirige le travail de la Conférence ; il assure l'observation des dispositions réglementaires, donne la parole, déclare les discussions closes, met les questions aux voix et proclame les résultats du scrutin.

2. Le Président est assisté des membres du Bureau pour diriger d'une façon générale le travail de la Conférence, pour constituer les Commissions selon les vœux de la Conférence, pour arrêter les communications à lui faire et pour fixer l'ordre du jour de chaque séance ainsi que l'ordre dans lequel les différentes questions devront être examinées.

## 2.

### RULES OF PROCEDURE FOR THE GENERAL CONFERENCES ON COMMUNICATIONS AND TRANSIT.

---

#### ARTICLE 1.

1. The Agenda of each Conference shall be prepared by the Advisory and Technical Commission, and shall be communicated to the Council of the League of Nations.

The Agenda of each Conference will include :

- (a) A Report on the work of the Advisory and Technical Commission since the last Conference.
- (b) A Report presented by the Secretary-General of the League on the measures taken in execution of the decisions of the previous Conferences.
- (c) Questions proposed by the Council of the League.

2. Additions may subsequently be made to this Agenda in conformity with the provisions of Article 11 of the Organisation Rules.

#### ARTICLE 2.

1. The names of the representatives, of the deputies and of the experts nominated by their Government for the Conference shall be communicated to the Secretary-General of the League of Nations by the Government of each of the Members.

2. Each representative shall, as soon as possible, and preferably before the opening of the session, present his credentials to the Secretariat. A Committee for the verification of credentials, consisting of eight members, will be elected by secret ballot by the Conference. This Committee shall report at once. Any representative to whose admission objection has been made shall sit provisionally with the same rights as other representatives unless the Conference decides otherwise.

3. If a representative is sitting, the deputy and the experts are only entitled to assist him. If the representative is absent, or if he is temporarily prevented from taking part in the deliberations of the Assembly, the deputy or an expert specially nominated by the representative may sit in his place.

4. The deputy-representative and experts may, with the authorisation of the head of the delegation, participate in the Conference and in the Debates, sit on the Commissions or be nominated rapporteurs.

5. The representatives of Technical Organisations forming part of the institutions of the League of Nations, together with those of the principal River Commissions and of the International Bureaux which shall be placed under the authority of the League—invited to be present at the Conference in an advisory capacity—may be heard by the Conference at their request, and on condition that the Conference so decides by a majority.

#### ARTICLE 3.

The President of the Advisory and Technical Commission shall, when necessary, assume the presidency of the Conference until the President has been finally selected.

#### ARTICLE 4.

1. The President shall announce the opening, suspension and adjournment of the meetings of the Conference, direct the work of the Conference, ensure the observance of the provisions with regard to procedure, accord the right to address the Assembly, declare the debates to be closed, put questions to the vote, and announce the result of the voting.

2. In the general direction of the work of the Conference, in the constitution of Committees in accordance with the wishes of the Conference, in deciding on the communications to be made to the Conference, in the framing of the Agenda for each meeting, and in the determination of the order of priority for its various items, the President shall be assisted by the members of the Bureau.

#### ARTICLE 5.

1. Le Secrétaire général de la Société donnera toute l'assistance possible à la Conférence. Il prendra les mesures nécessaires pour ses réunions ; il désignera des membres du Secrétariat international comme secrétaires de la Conférence.

2. Le Secrétaire général peut être assisté ou remplacé au cours des séances de la Conférence par un ou plusieurs délégués. Le Secrétaire général ou ses délégués peuvent à tout moment, sur l'invitation du Président, soumettre à la Conférence des rapports sur toute question que la Conférence est en train d'examiner. Ils peuvent être invités par le Président à faire des communications verbales au sujet de toute question à l'examen.

3. Le compte rendu in-extenso de chaque séance est rédigé par le Secrétariat et soumis à la Conférence après approbation du Président.

4. Les résolutions adoptées par la Conférence seront communiquées aux Membres de la Société par le Secrétariat général dans les quinze jours qui suivront la clôture de la session.

#### ARTICLE 6.

1. Le public est admis aux séances plénières de la Conférence sur cartes distribuées par le Secrétariat.

2. La Conférence peut décider que certaines séances déterminées ne seront pas publiques.

3. Les décisions prises dans des séances non publiques sur les questions à l'ordre du jour, seront annoncées en séance publique.

#### ARTICLE 7.

Le Secrétariat tiendra une liste des Membres présents à chaque séance.

#### ARTICLE 8.

La Conférence pourra examiner toute question à l'ordre du jour, soit en séance plénière, soit en comité général. Elle pourra de même la renvoyer, soit à une Commission générale, soit à une Commission spéciale.

#### ARTICLE 9.

1. Aucun Représentant ne peut prendre la parole à la Conférence sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du Président.

2. Les orateurs parleront à tour de rôle, dans l'ordre où ils auront demandé la parole. Le Président d'une Commission et le rapporteur d'une Commission pourront parler avant leur tour pour défendre ou expliquer les conclusions auxquelles est arrivée leur Commission. Le même principe s'applique aux membres du Bureau.

3. Le Président peut rappeler à l'ordre l'orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion ; il peut au besoin lui retirer la parole.

4. Au cours de la discussion d'une question, un Représentant peut soulever une motion d'ordre, et le Président doit prendre une décision immédiate conformément au règlement.

5. La Conférence peut limiter la durée des discours à prononcer par chaque orateur.

#### ARTICLE 10.

1. Les discours en français sont résumés en anglais, et vice-versa, par un interprète appartenant au Secrétariat.

2. Tout Représentant parlant dans une autre langue doit assurer lui-même la traduction de son discours en français ou en anglais.

3. Tous les documents, résolutions et rapports communiqués par le Président ou par le Secrétariat, doivent être rédigés à la fois en français et en anglais.

4. Tout Représentant peut faire distribuer des documents écrits dans une langue autre que le français ou l'anglais, mais le Secrétariat n'est pas tenu de pourvoir à leur traduction ou à leur impression.

#### ARTICLE 11.

1. Les projets de résolution, amendements et motions doivent être communiqués, par écrit, au Président qui en fera distribuer des exemplaires aux Représentants.

ARTICLE 5.

1. The Secretary-General of the League will render every possible assistance to the Conference. He will take the necessary measures for its meetings ; he will designate members of the International Secretariat to act as Secretaries of the Conference.

2. The Secretary-General may be assisted or replaced at the Meetings of the Conference by a deputy or deputies. The Secretary-General, or his deputies, may, at any time, on the invitation of the President, bring before the Conference reports concerning any question which is being considered by the Conference, and may be invited by the President to make verbal communications concerning any question under consideration.

3. The verbatim report of each Meeting shall be drawn up by the Secretariat and submitted to the Conference, after approval by the President.

4. The resolutions adopted by the Conference shall be circulated by the Secretariat General to the Members of the League within fifteen days after the termination of the Session.

ARTICLE 6.

1. The public shall be admitted to the plenary meetings of the Conference by cards distributed by the Secretariat.

2. The Conference may decide that particular meetings shall be private.

3. All decisions of the Conference upon items on the Agenda, which have been taken at a private meeting, shall be announced at a public meeting.

ARTICLE 7.

A list of the attendance at each meeting of the Conference shall be kept by the Secretariat.

ARTICLE 8.

The Conference may examine any question on the Agenda either at plenary sittings or in general committee or else may refer it either to a General or a Special Committee.

ARTICLE 9.

1. No representative may address the Conference without having previously obtained the permission of the President.

2. Speakers shall be called upon in the order in which they have signified their desire to speak. The Chairman of a Committee and the Rapporteur of a Committee may be accorded precedence for the purpose of defending or explaining the conclusions arrived at by their Committee. The same principle shall apply to any member of the Bureau.

3. The President may call a speaker to order if his remarks are not relevant to the subject under discussion. If necessary he may direct the speaker to resume his seat.

4. When a motion is under discussion, a representative may rise to a point of order, and such point of order shall be immediately decided by the President in accordance with the Rules of Procedure.

5. The Conference may limit the time allowed to each speaker.

ARTICLE 10.

1. Speeches in French shall be summarised in English and vice versa, by an interpreter belonging to the Secretariat.

2. A representative speaking in another language shall provide for the translation of his speech into one of these two languages.

3. All documents, resolutions and reports circulated by the President or the Secretariat shall be rendered in both French and English.

4. Any representative may have documents circulated in a language other than French or English, but the Secretariat will not be responsible for their translation or printing.

ARTICLE 11.

1. Resolutions, amendments and motions must be introduced in writing and handed to the President. The President shall cause copies to be distributed to the representatives.

2. En règle générale, nul projet n'est discuté ou mis aux voix si des exemplaires n'en ont pas été communiqués aux Représentants au plus tard la veille de la séance.

3. Le Président peut cependant autoriser, à titre exceptionnel, la discussion ou l'examen d'amendements ou de motions d'ordre, sans en avoir au préalable fait faire la distribution.

#### ARTICLE 12.

1. Dans toute discussion, tout Représentant peut poser la question préalable ou suspensive. Cette question aura la priorité ; outre l'auteur de la proposition, deux orateurs dans chaque sens peuvent prendre la parole.

2. La division est de droit si elle est demandée par un Représentant.

3. A tout moment, un représentant peut demander la clôture de la discussion, même si d'autres Représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. Si la parole est demandée pour s'opposer à la clôture, deux orateurs seulement seront autorisés à parler.

4. Le Président demandera l'avis de la Conférence sur la motion de clôture. Si, à la majorité, la Conférence approuve la motion, le Président prononce la clôture de la discussion.

5. En présence de plusieurs propositions, on donne la priorité dans le vote à celle qui s'éloigne le plus de la proposition principale, c'est-à-dire le texte sur lequel la discussion s'est ouverte.

6. Si un amendement est suppressif, on met aux voix le maintien de la disposition qu'il a pour but de supprimer ; si ce maintien est rejeté, on vote sur l'amendement.

7. Si un amendement est adjonctif, on vote sur l'amendement ; s'il est approuvé, on vote sur l'ensemble de la proposition amendée.

#### ARTICLE 13.

La Conférence vote par assis et levé, sauf lorsque les Représentants présents à la séance décident que le vote se fera par « appel nominal » ou par scrutin public, et sauf dans les cas prévus par l'article 14. Le scrutin public se fait de la façon suivante :

« Chaque délégation reçoit deux bulletins de vote, portant l'indication du nom de son pays. L'un de ces bulletins, de couleur rouge, signifie « oui » ; l'autre, de couleur bleue, signifie « non ». Les bulletins de vote sont déposés dans une urne disposée sur le Bureau. Lorsque tous les bulletins ont été recueillis, le Président proclame la clôture du scrutin et le Bureau procède à son dépouillement. On donne connaissance à la Conférence de chacun des suffrages exprimés et le Président proclame le résultat du scrutin. »

#### ARTICLE 14.

1. Toute décision concernant des personnes est prise au scrutin secret.

2. Si aucun nom n'obtient la majorité au premier tour, on procède à un second tour, mais dans ce cas, le vote ne portera plus que sur les deux candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité, le candidat le plus âgé est élu.

3. Quand la Conférence est appelée à procéder simultanément à plusieurs nominations, dans des conditions identiques, elle y procède par le scrutin de liste. Sont élus au premier tour, ceux qui obtiennent la majorité absolue des voix. Si le nombre de ceux qui ont obtenu cette majorité est inférieur au nombre de nominations à faire, on procède, parmi ceux qui auront obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour, à un second tour sur un nombre de candidats double de celui des places restées disponibles ; sont alors élus ceux qui auront réuni le plus grand nombre de voix.

#### ARTICLE 15.

En cas d'égalité de voix dans tout autre vote que ceux visés par l'article précédent où la majorité est requise, on procède à un second vote au cours de la séance suivante. Celle-ci se tiendra dans les quarante-huit heures suivant la date à laquelle le premier vote a eu lieu, et l'ordre du jour de cette séance mentionnera expressément que la question en suspens fera l'objet d'un second vote. Si, au cours de cette

2. As a general rule, no proposal shall be discussed or put to the vote at any meeting of the Conference unless copies of it have been circulated to all representatives not later than the day preceding the meeting.

3. The President may, however, as an exception, permit the discussion and consideration of amendments, or of motions as to procedure, without previous circulation of copies.

#### ARTICLE 12.

1. During the discussion of any question, any representative may move the previous question or the adjournment. Any such motion shall have priority in the Debate. In addition to the proposer of the motion, two Representatives may speak in favour of, and two against, the motion.

2. Parts of a proposal shall be voted on separately, if a representative requests that the proposal be divided.

3. A representative may at any time move the closure of the debate, whether any other representative has signified his wish to speak or not. If application is made for permission to speak against the closure, it may be accorded to not more than two speakers.

4. The President shall take the sense of the Conference on a motion for closure. If the Conference decides in favour of the closure, the President shall declare the closure of the debate.

5. When a number of proposals are before the Conference, the proposal furthest removed in substance from the principal one, *i.e.*, from the text on which the discussion commenced, shall be voted on first.

6. If an amendment striking out part of a proposal is moved, the Conference shall first vote on whether the words in question shall stand as part of the proposal. If the decision is in the negative, the amendment shall then be put to the vote.

7. When an amendment adds to a proposal it shall be voted on first, and if it is adopted the amended proposal shall then be voted on.

#### ARTICLE 13.

The Conference shall vote by representatives rising in their seats, except when those present at a Meeting agree that the method of voting shall be by "Appel Nominal" or by public ballot, and except in the cases provided for in Article 14. The public ballot shall be taken in the following manner :

Each Delegation shall be provided with two voting tickets, on which the name of the country is written, one red and one blue, the former being "Aye," the latter "No." The voting-tickets shall be deposited in an urn placed near the President's platform. When all the votes have been collected, the President shall declare the ballot closed, and the General Committee shall proceed to count the votes. The individual votes shall be communicated to the Conference and the result shall be announced by the President.

#### ARTICLE 14.

1. All the decisions relating to individuals shall be taken by a secret ballot.

2. If, when one person only is to be elected, no one person obtains at the first ballot an absolute majority of votes, an entirely new ballot shall be taken ; but on this occasion the voting shall be confined to the two candidates who obtained the largest number of votes at the first ballot. If there is at this ballot an equality of votes for the two candidates, the older candidate shall be declared elected.

3. When a number of elected places of the same nature are to be filled by the Conference at one time, those persons who obtain an absolute majority at the first ballot shall be elected. If the number of persons obtaining such majority is less than the number of persons to be elected, there shall be a second ballot to fill the remaining places, the voting being restricted to the unsuccessful candidates who obtained the greatest number of votes at the first ballot, not more than double in number the places remaining to be filled. Those candidates, to the number required to be elected, who receive the greatest number of votes at the second ballot shall be declared elected.

#### ARTICLE 15.

In case of equality in any voting other than that referred to in the preceding Article, in which a majority is required, a second vote shall be taken in the course of the next meeting ; this meeting shall be held within 48 hours from the date on which the first vote was taken, and it shall be expressly mentioned on the agenda that a second vote will be taken on the matter in question. Unless there is at

seconde séance, la motion ne rallie pas la majorité des suffrages, elle est considérée comme rejetée.

#### ARTICLE 16.

1. Chaque délégation a une seule voix.
2. Ceux qui déclarent s'abstenir sont considérés comme participant au vote.
3. La majorité des deux tiers est requise pour :
  - a) décider l'insertion d'une question à l'ordre du jour de chaque Conférence, conformément à l'article 11 du Règlement d'organisation ;
  - b) admettre pour l'examen de questions déterminées les Représentants d'Etats ne faisant pas partie de la Société des Nations ;
  - c) adopter des propositions dans les cas prévus à l'article 12 du Règlement d'organisation.
4. Toutes les autres décisions, sauf dans le cas prévu à l'article 15 du Règlement d'organisation, seront prises à la simple majorité.

#### ARTICLE 17.

1. Le Bureau se constituera en Comité de rédaction, en s'adjoignant des experts et pour chaque question, le rapporteur et le rapporteur adjoint. La Conférence devra ratifier le choix des experts.

2. Ce Comité pourra apporter des modifications de forme, mais non de fond, à toutes les résolutions adoptées par la Conférence quand il le juge nécessaire à la coordination des textes. Il en fera un rapport à la Conférence.

#### ARTICLE 18.

Le présent règlement pourra être modifié par décision de la Conférence prise à la majorité des voix, après rapport d'une Commission, sauf en ce qui concerne les dispositions tirées du Règlement d'organisation ou de résolutions du Conseil ou de l'Assemblée de la Société.



this subsequent meeting a majority in favour of the proposal, it shall be considered as lost.

ARTICLE 16.

1. Each Delegation has one vote.
2. The Delegations which record their abstention from the vote will be considered as having participated in the voting.
3. The two-thirds majority is required for :
  - a) A decision to insert a question in the Agenda of each Conference in accordance with Article 11 of the Organisation Rules.
  - b) The admission for the consideration of specified questions of representatives of States which are *not* Members of the League of Nations.
  - c) The adoption of propositions in the cases contemplated by Article 12 of the Scheme of Organisation.
4. All other decisions shall be taken by simple majority except in the case provided for by Article 15 of the Scheme for Organisation.

ARTICLE 17.

1. The Bureau of the Conference shall constitute itself a Drafting Committee, for which purpose it shall call in experts and also the Rapporteur, and the Assistant Rapporteur for each question under consideration. The Conference must confirm the selection of these experts.

2. This Committee, in cases where it deems it necessary, will be empowered to revise the resolutions adopted by the Conference, changing their form but not their substance. Any such changes shall be reported to the Conference.

ARTICLE 18.

The present rules of procedure may be modified by a majority vote of the Conference, after hearing the report of a Committee except as regards such provisions as are extracts from the Scheme of Organisation or from Resolutions passed by the Council or the Assembly of the League.

---

3.

CONVENTION ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT.

---

L'Albanie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'Empire britannique (avec la Nouvelle-Zélande et les Indes), l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène, la Suède, la Suisse, la Tchéco-Slovaquie, l'Uruguay et le Venezuela :

Désireux d'assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit,

Considérant qu'en ces matières, c'est par le moyen de Conventions générales, auxquelles d'autres Puissances pourront adhérer ultérieurement, qu'ils seront le mieux à même de réaliser les intentions de l'Article 23 e) du Pacte de la Société des Nations,

Reconnaissant qu'il importe de proclamer et de régler le droit de libre transit comme un des meilleurs moyens de développer la coopération entre les Etats, sans préjudice de leurs droits de souveraineté ou d'autorité sur les voies affectées au transit,

Ayant accepté l'invitation de la Société des Nations de participer à une Conférence réunie à Barcelone le 10 mars, et ayant pris connaissance de l'acte final de cette Conférence,

Soucieux de mettre en vigueur, dès à présent, les dispositions du Statut applicable au transit par voie ferrée et par voie d'eau qui a été adopté,

Voulant conclure une Convention à cet effet les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

Le Président du Conseil Suprême de l'Albanie :

Le Président de la République d'Autriche :

M. Henri REINHARDT, Conseiller ministériel ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Xavier NEUJEAN, Membre de la Chambre des Représentants, Ministre des Chemins de fer, de la Marine, des Postes et des Télégraphes ;

Le Président de la République de Bolivie :

M. Trifon MELEAN, Consul général de la Bolivie en Espagne ;

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil :

Sa Majesté le Roi de Bulgarie :

M. Lubin BOCHKOFF, Ingénieur civil, Adjoint au Directeur général des Chemins de fer et des Ports ;

Le Président de la République du Chili :

Le Président de la République Chinoise :

Le Président de la République de Colombie :

Le Président de la République de Costa-Rica :

M. Manuel de PÉRALTA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République de Costa-Rica en Espagne ;

Le Président de la République de Cuba :

**3.**

**CONVENTION AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT.**

---

Albania, Austria, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chile, China, Colombia, Costa-Rica, Cuba, Denmark, the British Empire (with New Zealand and India), Spain, Estonia, Finland, France, Greece, Guatemala, Haiti, Honduras, Italy, Japan, Latvia, Lithuania, Luxemburg, Norway, Panama, Paraguay, the Netherlands, Persia, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Sweden, Switzerland, Czecho-Slovakia, Uruguay and Venezuela :

Desirous of making provision to secure and maintain freedom of communications and of transit,

Being of opinion that in such matters general conventions to which other Powers may accede at a later date constitute the best method of realising the purpose of Article 23 (e) of the Covenant of the League of Nations,

Recognising that it is well to proclaim the right of free transit and to make regulations thereon as being one of the best means of developing co-operation between States without prejudice to their rights of sovereignty or authority over routes available for transit,

Having accepted the invitation of the League of Nations to take part in a Conference at Barcelona which met on March 10th, 1921, and having taken note of the final Act of such Conference,

Anxious to bring into force forthwith the provisions of the Regulations relating to transit by rail or waterway adopted thereat,

Wishing to conclude a Convention for this purpose, the HIGH CONTRACTING PARTIES have appointed as their Plenipotentiaries :

The President of the Supreme Council of Albania :

The President of the Republic of Austria :

M. Henri REINHARDT, Ministerial Councillor ;

His Majesty the King of the Belgians :

M. Xavier NEUJEAN, Member of the Chamber of Representatives, Minister of Railways, Marine, Posts and Telegraphs ;

The President of the Republic of Bolivia :

M. Trifon MELEAN, Bolivian Consul-General in Spain ;

The President of the Republic of Brazil :

His Majesty the King of Bulgaria :

M. Lubin BOCHKOFF, Civil Engineer, Assistant to the Director-General of Railways and Ports ;

The President of the Republic of Chile :

The President of the Republic of China :

The President of the Republic of Colombia :

The President of the Republic of Costa-Rica :

M. Manuel de PERALTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Costa-Rica, to Spain ;

The President of the Republic of Cuba :

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande :

M. Peter Andreas HOLCK-COLDING, Chef de Bureau du Ministère des Travaux publics ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B., Conseiller économique du Gouvernement,

et pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B.

Pour l'Inde :

Sir Louis James KERSHAW, K.C.S.I., C.I.E., Secrétaire du Département des Finances et de la Statistique de l'Office de l'Inde ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Senor Don Emilio ORTUNO Y BERTE, Membre de la Chambre des députés, ancien ministre des Travaux publics ;

Le Président de la République Estonienne :

Le Président de la République de Finlande :

Le Président de la République Française :

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. Pierre SCASSI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Hellénique en Espagne ;

Le Président de la République de Guatémala :

M. le Dr Norberto GALVEZ, Consul général de Guatémala à Barcelone ;

Le Président de la République d'Haïti :

Le Président de la République de Honduras :

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence M. Camillo PEANO, Ministre des Travaux publics du Royaume d'Italie, député au Parlement ;

M. Paolo BIGNAMI, ingénieur, député au Parlement, ancien sous-Secrétaire d'Etat ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

Le Président de la République de Lettonie :

M. Germain ALBAT, sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ;

Le Président de la République Lithuanienne :

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

M. Antoine LEFORT, chargé d'Affaires à Berne ;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Le Président de la République de Panama :

M. le Dr Evenor HAZERA, Consul général de Panama pour l'Espagne, ancien sous-Secrétaire d'Etat ;

Le Président de la République du Paraguay :

His Majesty the King of Denmark and of Iceland :

M. Peter Andreas HOLCK-COLDING, Chef de Bureau in the Ministry of Public Works ;

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B., Economic Adviser to the Government ;

and for the Dominion of New Zealand :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B.

For India :

Sir Louis James KERSHAW, K.C.S.I., C.I.E., Secretary in the Revenue and Statistics Department in the India Office ;

His Majesty the King of Spain :

Señor Don Emilio ORTUNO Y BERTE, Member of the Chamber of Deputies, formerly Minister of Public Works ;

The President of the Estonian Republic :

The President of the Republic of Finland :

The President of the French Republic :

His Majesty the King of the Hellenes :

M. Pierre SCASSI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Hellenic Majesty in Spain ;

The President of the Republic of Guatemala :

Dr. Norberto GALVEZ, Guatemalan Consul-General at Barcelona

The President of the Republic of Haiti :

The President of the Republic of Honduras :

His Majesty the King of Italy :

His Excellency M. Camillo PEANO, Minister for Public Works, Member of the Chamber of Deputies ;

M. Paolo BIGNAMI, Engineer, Member of the Chamber of Deputies, formerly Under-Secretary of State.

His Majesty the Emperor of Japan :

The President of the Republic of Latvia :

M. Germain ALBAT, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

The President of the Lithuanian Republic :

Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg :

M. Antoine LEFORT, Chargé d'Affaires at Berne ;

His Majesty the King of Norway :

The President of the Republic of Panama :

Dr. Evenor HAZERA, Consul-General for Panama in Spain, formerly Under-Secretary of State ;

The President of the Republic of Paraguay :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le Dr C. LELY, ancien Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie, Membre de la Seconde Chambre des Etats Généraux ;  
M. le Jonkheer Dr W. J. M. van EYSINGA, Professeur à l'Université de Leyde ;

M. A. G. KROLLER, Membre du Conseil Economique du Ministère des Affaires étrangères ;

Sa Majesté Impériale le Shah de Perse :

S. E. MIRZA HUSSEIN KHAN ALAI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse en Espagne ;

Le Président de la République Polonaise :

M. Joseph WIELOWIEYSKI ;

Le Président de la République Portugaise :

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

M. Ante TRESICH-PAVICHICH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne et au Portugal ;

Sa Majesté le Roi de Suède :

Le Président de la Confédération Suisse :

Le Président de la République Tchéco-Slovaque :

M. le Dr Ottokar LANKAS, Conseiller ministériel et Directeur du Service des Transports au Ministère des Chemins de fer ;

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay :

M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne ;

Le Président des Etats-Unis de Venezuela :

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter le statut ci-annexé relatif à la Liberté du Transit, adopté par la Conférence de Barcelone, le 14 avril 1921.

Ce statut sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente Convention. En conséquence, elles déclarent accepter les obligations et engagements dudit Statut, conformément aux termes et suivant les conditions qui y figurent.

#### ARTICLE 2.

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions du Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919, ou des dispositions des autres Traité analogues, en ce qui concerne les Puissances signataires ou bénéficiaires de ces Traité.

#### ARTICLE 3.

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1921.

#### ARTICLE 4.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera la réception aux autres Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats admis à signer la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat.

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

Dr. C. LELY, Formerly Minister for "Waterstaat", Commerce and Industry, Member of the Second Chamber of the States General ;  
Jonkheer Dr. W. J. M. van EYSINGA, Professor of International Law in the University of Leyde ;  
M. A. G. KROLLER, Member of the Economic Council of the Ministry of Foreign Affairs ;

His Imperial Majesty the Shah of Persia :

His Excellency Mirza HUSSEIN KHAN ALAÏ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain ;

The President of the Polish Republic :

M. Joseph WIELOWIEYSKI ;

The President of the Portuguese Republic ;

His Majesty the King of Roumania :

His Majesty the King of the Serbs, Croats, and Slovenes :

Dr. Ante TRESICH-PAVICHICH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain and Portugal ;

His Majesty the King of Sweden :

The President of the Swiss Confederation :

The President of the Czecho-Slovak Republic :

Dr. Ottokar LANKAS, Ministerial Councillor and Director of Transport in the Ministry of Railways ;

The President of the Oriental Republic of Uruguay :

M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain ;

The President of the United States of Venezuela :

Who, after communicating their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

#### ARTICLE 1.

The High Contracting Parties declare that they accept the Statute on Freedom of Transit annexed hereto, adopted by the Barcelona Conference on April 14th, 1921.

This Statute will be deemed to constitute an integral part of the present Convention. Consequently they hereby declare that they accept the obligations and undertakings of the said Statute in conformity with the terms and in accordance with the conditions set out therein.

#### ARTICLE 2.

The present Convention does not in any way affect the rights and obligations arising out of the provisions of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28th, 1919, or out of the provisions of the other corresponding Treaties, in so far as they concern the Powers which have signed, or which benefit by, such Treaties.

#### ARTICLE 3.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date and shall be open for signature until December 1st, 1921.

#### ARTICLE 4.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations who will notify the receipt of them to the other Members of the League and to States admitted to sign the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat.

Pour déférer aux prescriptions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général procédera à l'enregistrement de la présente Convention, dès le dépôt de la première ratification.

#### ARTICLE 5

Les Membres de la Société des Nations qui n'auront pas signé la présente Convention avant le 1<sup>er</sup> décembre 1921 pourront y adhérer.

Il en sera de même des Etats non Membres de la Société, auxquels le Conseil de la Société aurait décidé de donner communication officielle de la présente Convention.

L'adhésion sera notifiée au Secrétaire général de la Société, qui informera toutes les Puissances intéressées de l'adhésion et de la date à laquelle celle-ci a été notifiée.

#### ARTICLE 6

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq Puissances. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention le Secrétaire général en adressera une copie conforme aux Puissances non Membres de la Société, qui, en vertu des Traités de Paix, se sont engagées à y adhérer.

#### ARTICLE 7.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société, et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

#### ARTICLE 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 2 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite Partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification informant toutes les autres Parties de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera immédiatement transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général, et ne sera opérante qu'en ce qui concerne la Puissance qui l'aura notifiée.

#### ARTICLE 9.

La révision de la présente Convention peut être demandée à toute époque par un tiers des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

Fait à Barcelone, le vingt avril mil neuf cent vingt-et-un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

[*Suivent les signatures des Délégués.*]

*Le Délégué britannique a signé sous réserve de la Déclaration insérée au Procès-verbal de la Séance du 19 avril 1921, relative aux Dominions britanniques non représentés à la Conférence de Barcelone.*

In order to comply with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the deposit of the first ratification.

#### ARTICLE 5.

Members of the League of Nations which have not signed the present Convention before December 1st, 1921, may accede to it.

The same applies to States not Members of the League to which the Council of the League may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the League, who will inform all Powers concerned of the accession and of the date on which it was notified.

#### ARTICLE 6.

The present Convention will not come into force until it has been ratified by five Powers. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification. Thereafter the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

Upon the coming into force of the present Convention, the Secretary-General will address a certified copy of it to the Powers not Members of the League which are bound under the Treaties of Peace to accede to it.

#### ARTICLE 7.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Members of the League at all times ; it shall be published as often as possible in accordance with the directions of the Council.

#### ARTICLE 8.

Subject to the provisions of Article 2 of the present Convention, the latter may be denounced by any Party thereto after the expiration of five years from the date when it came into force in respect of that Party. Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all the other Parties, informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and shall operate only in respect of the notifying Power.

#### ARTICLE 9.

A request for the revision of the present Convention may be made at any time by one-third of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Barcelona the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy which shall remain deposited in the Archives of the League of Nations.

*[Here follow the signatures of the Delegates.]*

*The British Delegate signed subject to the Declaration inserted in the Procès-verbal of the Meeting of April 19th, 1921, as to the British Dominions which have not been represented at the Barcelona Conference.*

---

## STATUT SUR LA LIBERTE DU TRANSIT.

---

### ARTICLE PREMIER.

Seront considérés comme en transit à travers les territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité de l'un quelconque des Etats contractants, les personnes, bagages, marchandises, ainsi que les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, dont le trajet par lesdits territoires, accompli avec ou sans transbordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de charge, avec ou sans changement de mode de transport, n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers le territoire duquel le transit s'effectue.

Les transports de cette nature seront désignés dans le présent Statut sous le nom de « transports en transit »

### ARTICLE 2.

Sous réserve des autres stipulations du présent Statut, les mesures de réglementation et d'exécution prises par les Etats contractants, en ce qui concerne les transports effectués à travers les territoires placés sous leur souveraineté ou leur autorité, faciliteront le libre transit, par voie ferrée et par voie d'eau, sur les voies en service appropriées au transit international. Il ne sera fait aucune distinction, tirée soit de la nationalité des personnes, soit du pavillon des navires ou bateaux, soit des points d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, soit de toute considération relative à la propriété des marchandises, des navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport.

En vue d'assurer l'application des dispositions du présent article, les Etats contractants autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, conformément aux conditions et réserves d'usage

### ARTICLE 3.

Les transports en transit ne seront soumis à aucun droit ou taxe spéciaux à raison de leur transit (entrée et sortie comprises). Toutefois, pourront être perçus sur ces transports en transit, des droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit. Le taux de tous droits ou taxes de cette nature devra correspondre, autant que possible, à la dépense qu'ils ont pour objet de couvrir, et lesdits droits ou taxes seront appliqués dans les conditions d'égalité définies à l'article précédent, sauf que, sur certaines voies, ces droits ou taxes pourront être réduits ou même supprimés, à raison de différences dans le coût de la surveillance.

### ARTICLE 4.

Les Etats contractants s'engagent à appliquer aux transports en transit, sur les voies exploitées ou administrées par des services d'Etat ou concédés, quels que soient les points de départ ou de destination des transports, des tarifs équitables, tant par leur taux que par les conditions de leur application et compte tenu des conditions du trafic, ainsi que des considérations de la concurrence commerciale entre voies de transport. Ces tarifs devront être établis de façon à faciliter, autant que possible, le trafic international. Nulle rémunération, facilité ou restriction ne devra dépendre, directement ou indirectement, de la nationalité ou de la qualité du propriétaire du navire ou de tout autre instrument de transport qui aurait été ou devrait être employé pendant une partie quelconque du trajet total.

### ARTICLE 5.

Aucun des Etats contractants ne sera tenu, par le présent Statut, d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur ses territoires sera prohibée ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation est interdite, soit pour raison de santé ou de sécurité publiques, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Chaque Etat contractant aura le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les personnes, bagages, marchandises, et notamment les marchandises soumises à un monopole, les navires, bateaux, voitures, wagons

## STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT.

---

### ARTICLE 1.

Persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock, and other means of transport, shall be deemed to be in transit across territory under the sovereignty or authority of one of the Contracting States, when the passage across such territory, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey; beginning and terminating beyond the frontier of the State across whose territory the transit takes place.

Traffic of this nature is termed in this Statute " traffic in transit."

### ARTICLE 2.

Subject to the other provisions of this Statute, the measures taken by Contracting States for regulating and forwarding traffic across territory under their sovereignty or authority shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock or other means of transport.

In order to ensure the application of the provisions of this Article, Contracting States will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

### ARTICLE 3.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit). Nevertheless, on such traffic in transit there may be levied dues intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit. The rate of any such dues must correspond as nearly as possible with the expenses which they are intended to cover, and the dues must be imposed under the conditions of equality laid down in the preceding Article, except that on certain routes, such dues may be reduced or even abolished on account of differences in the cost of supervision.

### ARTICLE 4.

The Contracting States undertake to apply to traffic in transit on routes operated or administered by the State or under concession, whatever may be the place of departure or destination of the traffic, tariffs which, having regard to the conditions of the traffic and to considerations of commercial competition between routes, are reasonable as regards both their rates and the method of their application. These tariffs shall be so fixed as to facilitate international traffic as much as possible. No charges, facilities or restrictions shall depend, directly or indirectly, on the nationality or ownership of the vessel or other means of transport on which any part of the complete journey has been or is to be accomplished.

### ARTICLE 5.

No Contracting State shall be bound by this Statute to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

Each Contracting State shall be entitled to take reasonable precautions to ensure that persons, baggage and goods, particularly goods which are the subject of a monopoly, and also vessels, coaching and good stock and other means of

ou autres instruments de transport, sont réellement en transit, ainsi que pour s'assurer que les voyageurs en transit sont en mesure de terminer leur voyage et pour éviter que la sécurité des voies et moyens de communication soit compromise.

Rien dans le présent Statut ne saurait affecter les mesures qu'un quelconque des Etats contractants est, ou pourra être, amené à prendre en vertu de conventions internationales générales auxquelles il est partie, ou qui pourraient être conclues ultérieurement, en particulier celles conclues sous les auspices de la Société des Nations, relativement au transit, à l'exportation ou à l'importation d'une catégorie particulière de marchandises, telles que l'opium ou autres drogues nuisibles, les armes ou le produit de pêches, ou bien de conventions générales qui auraient pour objet de prévenir toute infraction aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, ou qui auraient trait aux fausses marques, fausses indications d'origine ou autres méthodes de commerce déloyal.

Dans le cas où des services de traction monopolisés seraient établis sur les voies navigables utilisées pour le transit, l'organisation de ces services devra être telle qu'elle n'apporte pas d'entrave au transit des navires et bateaux.

#### ARTICLE 6.

Le présent Statut n'impose à aucun des Etats contractants une obligation nouvelle, du fait des présentes stipulations, d'accorder le libre transit aux ressortissants ainsi qu'à leurs bagages, ou au pavillon d'un Etat non contractant, ni aux marchandises, voitures, wagons ou autres instruments de transport ayant pour Etat de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, un Etat non contractant, sauf les cas où des motifs valables seraient invoqués en faveur d'un tel transit, par l'un quelconque des autres Etats contractants intéressés. Il est entendu, pour l'application du présent article, que les marchandises transitant sans transbordement, sous pavillon d'un des Etats contractants, bénéficient des avantages accordés à ce pavillon.

#### ARTICLE 7.

Il pourra être exceptionnellement, et pour un terme aussi limité que possible dérogé aux dispositions des articles précédents par des mesures particulières ou générales que chacun des Etats contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure du possible.

#### ARTICLE 8.

Le présent Statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, il subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

#### ARTICLE 9.

Le présent Statut n'impose à aucun des Etats contractants d'obligation qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que Membre de la Société des Nations.

#### ARTICLE 10.

Les traités, conventions ou accords conclus par les Etats contractants en matière de transit, avant la date du 1<sup>er</sup> mai 1921, ne sont pas abrogés par suite de la mise en vigueur du présent Statut.

En raison de cette non-abrogation, les Etats contractants s'engagent, soit à l'expiration de ces accords, soit dès que les circonstances le rendront possible, à apporter à ceux de ces accords ainsi maintenus qui contreviendraient aux dispositions du présent Statut, toutes modifications destinées à les mettre en harmonie avec elles, que permettraient les conditions géographiques, économiques ou techniques des pays ou régions qui sont l'objet de ces accords.

Les Etats contractants s'engagent, en outre, à ne pas conclure, à l'avenir, de traités, conventions ou accords qui seraient contraires aux dispositions du présent Statut, et qui ne seraient pas justifiés par des raisons géographiques, économiques ou techniques, motivant des dérogations exceptionnelles.

Les Etats contractants pourront, par ailleurs, conclure des ententes régionales relatives au transit, en conformité avec les principes du présent Statut.

#### ARTICLE 11.

Le présent Statut ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ses dispositions, et qui auraient été accordées dans des condi-

transport, are really in transit, as well as to ensure that passengers in transit are in a position to complete their journey, and to prevent the safety of the routes and means of communication being endangered.

Nothing in this Statute shall affect the measures which one of the Contracting States may feel called upon to take in pursuance of general international Conventions to which it is a party, or which may be concluded hereafter, particularly Conventions concluded under the auspices of the League of Nations, relating to the transit, export or import of particular kinds of articles, such as opium or other dangerous drugs, arms or the produce of fisheries, or in pursuance of general Conventions intended to prevent any infringement of industrial, literary or artistic property, or relating to false marks, false indications of origin, or other methods of unfair competition.

Any haulage service established as a monopoly on waterways used for transit must be so organised as not to hinder the transit of vessels.

#### ARTICLE 6.

This Statute does not of itself impose on any of the Contracting States a fresh obligation to grant freedom of transit to the nationals and their baggage, or to the flag of a non-Contracting State, nor to the goods, nor to coaching and goods stock or other means of transport coming or entering from, or leaving by, or destined for a non-Contracting State, except when a valid reason is shown for such transit by one of the other Contracting States concerned. It is understood that for the purposes of this Article, goods in transit under the flag of a Contracting State shall, if no transhipment takes place, benefit by the advantages granted to that flag.

#### ARTICLE 7.

The measures of a general or particular character which a Contracting State is obliged to take in case of an emergency affecting the safety of the State or the vital interests of the country may in exceptional cases, and for as short a period as possible, involve a deviation from the provisions of the above Articles ; it being understood that the principle of freedom of transit must be observed to the utmost possible extent.

#### ARTICLE 8.

This Statute does not prescribe the rights and duties of belligerents and neutrals in time of war. The Statute shall, however, continue in force in time of war so far as such rights and duties permit.

#### ARTICLE 9.

This Statute does not impose upon a Contracting State any obligations conflicting with its rights and duties as a Member of the League of Nations.

#### ARTICLE 10.

The coming into force of this Statute will not abrogate treaties, conventions and agreements on questions of transit concluded by Contracting States before May 1st, 1921.

In consideration of such agreements being kept in force, Contracting States undertake, either on the termination of the agreement or when circumstances permit, to introduce into agreements so kept in force which contravene the provisions of this Statute the modifications required to bring them into harmony with such provisions, so far as the geographical, economic or technical circumstances of the countries or areas concerned allow.

Contracting States also undertake not to conclude in future treaties, conventions or agreements which are inconsistent with the provisions of this Statute, except when geographical, economic or technical considerations justify exceptional deviations therefrom.

Furthermore, Contracting States may in matters of transit enter into regional understandings consistent with the principles of this Statute.

#### ARTICLE 11.

This Statute does not entail in any way the withdrawal of facilities which are greater than those provided for in the Statute and have been granted, under

tions compatibles avec ses principes, aux transports en transit sur le territoire placé sous la souveraineté ou sous l'autorité de l'un quelconque des Etats contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

#### ARTICLE 12.

Conformément à l'article 23 (e) du Pacte de la Société des Nations, tout Etat contractant qui pourra invoquer valablement contre l'application de l'une quelconque des dispositions du présent Statut, sur tout ou partie de son territoire, une situation économique grave, résultant de dévastations commises sur son sol pendant la guerre de 1914-1918, sera considéré comme dispensé temporairement des obligations résultant de l'application de la dite disposition, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure possible.

#### ARTICLE 13.

A défaut d'entente directe entre les Etats, tous différends qui surgiraient entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application du présent Statut, seront portés devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les Etats contractants s'engagent, préalablement à toute instance judiciaire, et sous réserve des droits et attributions du Conseil et de l'Assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les communications et le transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles, destinées notamment à rendre au libre transit les facilités dont il jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

#### ARTICLE 14.

Etant donné qu'il existe à l'intérieur ou sur les frontières mêmes des territoires de certains Etats contractants, des zones ou enclaves d'une étendue et d'une population très faible par rapport à celle des dits territoires, et qui forment des parties détachées de ceux-ci, ou des établissements appartenant à d'autres Etats métropoles, et que, d'autre part, il est impossible, pour des raisons administratives, d'appliquer les dispositions du présent Statut aux dites zones ou enclaves, il est convenu que ces dispositions ne s'y appliqueront pas.

Il en sera de même, lorsqu'une colonie ou dépendance possède une frontière particulièrement longue par rapport à sa superficie, qui rend, en fait, impossible la surveillance de la douane et de la police.

Toutefois, les Etats intéressés appliqueront, dans les cas visés ci-dessus, un régime qui, dans la mesure du possible, respectera les principes du présent Statut et qui facilitera le transit et les communications.

#### ARTICLE 15.

Il est entendu que ce statut ne doit pas être interprété comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *inter se* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même Etat souverain, que ces territoires, pris individuellement, soient ou non Membres de la Société des Nations.

conditions consistent with its principles, to traffic in transit across territory under the sovereignty or authority of a Contracting State. The Statute also entails no prohibitions of such grant of greater facilities in the future.

#### ARTICLE 12.

In conformity with Article 23 (e) of the Covenant of the League of Nations, any Contracting State which can establish a good case against the application of any provision of this Statute in some or all of its territory on the ground of the grave economic situation arising out of the acts of devastation perpetrated on its soil during the war 1914-1918, shall be deemed to be relieved temporarily of the obligations arising from the application of such provision, it being understood that the principle of freedom of transit must be observed to the utmost possible extent.

#### ARTICLE 13.

Any dispute which may arise as to the interpretation or application of this Statute which is not settled directly between the parties themselves shall be brought before the Permanent Court of International Justice, unless, under a special agreement or a general arbitration provision, steps are taken for the settlement of the dispute by arbitration or some other means.

Proceedings are opened in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Permanent Court of International Justice

In order to settle such disputes, however, in a friendly way as far as possible, the Contracting States undertake, before resorting to any judicial proceedings and without prejudice to the powers and right of action of the Council and of the Assembly, to submit such disputes for an opinion to any body established by the League of Nations as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communications and transit. In urgent cases a preliminary opinion may recommend temporary measures intended in particular to restore the facilities for freedom of transit which existed before the act or occurrence which gave rise to the dispute.

#### ARTICLE 14.

In view of the fact that within or immediately adjacent to the territory of some of the Contracting States there are areas or enclaves, small in extent and population in comparison with such territories, and that these areas or enclaves form detached portions or settlements of other parent States, and that it is impracticable for reasons of an administrative order to apply to them the provisions of this Statute, it is agreed that these provisions shall not apply to them.

The same stipulation applies where a colony or dependency has a very long frontier in comparison with its surface and where in consequence it is practically impossible to afford the necessary customs and police supervision.

The States concerned, however, will apply in the cases referred to above a regime which will respect the principles of the present Statute and facilitate transit and communications as far as practicable.

#### ARTICLE 15.

It is understood that this Statute must not be interpreted as regulating in any way rights and obligations *inter se* of territories forming part or placed under the protection of the same sovereign State, whether or not these territories are individually Members of the League of Nations.

4.

CONVENTION ET STATUT SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL.

L'Albanie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'Empire britannique, (avec la Nouvelle-Zélande et les Indes), l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Norvège, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène, la Suède, la Suisse, la Tchéco-Slovaquie, l'Uruguay et le Venezuela.

Désireux en ce qui concerne le régime international de la navigation sur les eaux intérieures de poursuivre l'évolution commencée il y a plus d'un siècle et affirmée solennellement dans de nombreux Traité,

Considérant que c'est par le moyen de Conventions générales auxquelles d'autres Puissances pourront adhérer ultérieurement qu'ils seront le mieux à même de réaliser les intentions de l'article 23 (e) du Pacte de la Société des Nations,

Reconnaissant en particulier, qu'une consécration nouvelle du principe de la liberté de la navigation dans un Statut élaboré par quarante et un Etats appartenant aux diverses parties du monde, constitue une étape nouvelle et significative dans la voie de la coopération entre Etats accomplie sans porter aucun préjudice à leurs droits de souveraineté ou d'autorité,

Ayant accepté l'invitation de la Société des Nations de participer à une Conférence réunie à Barcelone le 10 mars 1921, et ayant pris connaissance de l'Acte final de cette Conférence,

Soucieux de mettre en vigueur, dès à présent, les dispositions du Statut concernant le Régime des Voies navigables d'Intérêt international qui y a été adopté,

Voulant conclure une Convention à cet effet, les HAUTES PARTIES CONTRATANTES ont désigné pour plénipotentiaires :

Le Président du Conseil Suprême de l'Albanie :

Le Président de la République d'Autriche :

M. Henri REINHARDT, Conseiller Ministériel.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Xavier NEUJEAN, Ministre des Chemins de fer, de la Marine, des Postes et des Télégraphes.

Le Président de la République de Bolivie :

M. Trifon MELEAN, Consul général de la Bolivie en Espagne.

Le Président de la République des Etats Unis du Brésil :

Sa Majesté le Roi de Bulgarie :

M. Lubin BOCHKOFF, Ingénieur civil, adjoint au Directeur général des Chemins de Fer et des Ports.

Le Président de la République du Chili :

Le Président de la République Chinoise :

4.

**CONVENTION AND STATUTE ON THE REGIME OF NAVIGABLE  
WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN.**

---

Albania, Austria, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chile, China, Colombia, Costa-Rica, Cuba, Denmark, the British Empire (with New Zealand and India), Spain, Estonia, Finland, France, Greece, Guatemala, Haiti, Honduras, Italy, Japan, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Norway, Panama, Paraguay, the Netherlands, Persia, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Sweden, Switzerland, Czecho-Slovakia, Uruguay and Venezuela :

Desirous of carrying further the development as regards the international regime of navigation on internal waterways, which began more than a century ago, and which has been solemnly affirmed in numerous treaties.

Considering that General Conventions to which other Powers may accede at a later date constitute the best method of realising the purpose of Article 23 (e) of the Covenant of the League of Nations,

Recognising in particular that a fresh confirmation of the principle of Freedom of Navigation in a Statute elaborated by forty-one States belonging to the different portions of the world constitutes a new and significant stage towards the establishment of co-operation among States without in any way prejudicing their rights of sovereignty or authority,

Having accepted the invitation of the League of Nations to take part in a Conference at Barcelona which met on March 10th, 1921 and having taken note of the Final Act of such Conference,

Anxious to bring into force forthwith the provisions of the Statute relating to the Regime of Navigable Waterways of International Concern which has there been adopted,

Wishing to conclude a Convention for this purpose the HIGH CONTRACTING PARTIES have appointed as their Plenipotentiaries :

The President of the Supreme Council of Albania :

The President of the Republic of Austria :  
M. Henri REINHARDT, Ministerial Councillor.

His Majesty the King of the Belgians :  
M. Xavier NEUJEAN, Minister for Railways, Marine, Posts and Telegraphs.

The President of the Republic of Bolivia :  
M. Trifon MELEAN, Bolivian Consul in Spain.

The President of the Republic of Brazil :

His Majesty the King of Bulgaria :  
M. Lubin BOCHKOFF, Civil Engineer, Assistant to the Director-General of Railways and Ports.

The President of the Republic of Chile :

The President of the Republic of China :

Le Président de la République de Colombie :

Le Président de la République de Costa-Rica :

M. Manuel de PERALTA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République de Costa-Rica, en Espagne.

Le Président de la République de Cuba :

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande :

M. Peter Andreas Holck COLDING, Chef de Bureau du Ministère des Travaux Publics.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B, Conseiller Economique du Gouvernement.

et pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B.

Pour l'Inde :

Sir Louis James KERSHAW, K.C.S.I., C.I.E., Secrétaire du Département des Finances et de la Statistique de l'Office de l'Inde

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Le Président de la République Esthoniene :

Le Président de la République de Finlande :

Le Président de la République Française :

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. Pierre SCASSI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Hellénique en Espagne.

Le Président de la République de Guatémala :

M. le Dr. Norberto GALVEZ, Consul général de Guatémala à Barcelone.

Le Président de la République de Haïti :

Le Président de la République de Honduras :

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence Monsieur Camillo PEANO, Ministre des Travaux Publics du Royaume d'Italie. Député au Parlement italien.

M. Paolo BIGNAMI, Ingénieur, Député au Parlement italien, ancien sous-Secrétaire d'Etat.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

Le Président de la République de Lettonie :

M. Germain ALBAT, sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

Le Président de la République Lithuanienne :

The President of the Republic of Colombia :

The President of the Republic of Costa-Rica :

M. Manuel de PERALTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Costa-Rica to Spain.

The President of the Republic of Cuba :

His Majesty the King of Denmark and of Iceland :

M. Peter Andreas HOLCK-COLDING, Chef de Bureau in the Ministry of Public Works.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B., Economic Adviser to the Government ;

and for the Dominion of New Zealand :

Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B.

for India :

Sir Louis James KERSHAW, K.C.S.I., C.I.E., Secretary in the Revenue and Statistics Department in the India Office.

His Majesty the King of Spain :

The President of the Estonian Republic :

The President of the Republic of Finland :

The President of the French Republic :

His Majesty the King of the Hellenes :

M. Pierre SCASSI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Hellenic Majesty in Spain.

The President of the Republic of Guatemala :

Dr. Norberto GALVEZ, Guatemalan Consul-General at Barcelona.

The President of the Republic of Haiti :

The President of the Republic of Honduras :

His Majesty the King of Italy :

His Excellency M. Camillo PEANO, Minister for Public Works, Member of the Chamber of Deputies.

M. Paolo BIGNAMI, Engineer, Member of the Chamber of Deputies, former Under-Secretary of State.

His Majesty the Emperor of Japan :

The President of the Republic of Latvia :

M. Germain ALBAT, Under-Secretary of State for Foreign Affairs.

The President of the Lithuanian Republic :

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :  
M. Antoine LEFORT, Chargé d'Affaires à Berne.

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Le Président de la République de Panama :

M. le Docteur Evenor HAZERA, Consul général de Panama pour l'Espagne, ancien sous-Secrétaire d'État.

Le Président de la République de Paraguay :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le Docteur C. LEŁY, Ancien Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.  
M. le Jonkheer Docteur W. J. M. van EYSINGA, Professeur à l'Université de Leyde.  
M.A.G. KROLLER, Membre du Conseil Economique du Ministère des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Shah de Perse :

S. E. Mirza HUSSEIN KHAN ALAI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse en Espagne.

Le Président de la République Polonaise :

M. Joseph WIELOWIEYSKI.

Le Président de la République Portugaise :

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

Sa Majesté le Roi des Serbes-Croates et Slovènes :

M. Ante TRESICH PAVICHICH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne et au Portugal.

Sa Majesté le Roi de Suède :

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse :

Le Président de la République Tchéco-Slovaque :

M. Bohuslav MULLER, Ingénieur, Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay :

M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Espagne.

Le Président des Etats-Unis de Venezuela :

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter le Statut ci-annexé relatif au Régime des Voies navigables d'Intérêt international, adopté par la Conférence de Barcelone, le 19 avril 1921

Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg :  
 M. Antoine LEFORT, Chargé d'Affaires at Berne.

His Majesty the King of Norway :

The President of the Republic of Panama :  
 Dr. Evenor HAZERA, Consul-General for Panama in Spain, former Under-Secretary of State.

The President of the Republic of Paraguay :

Her Majesty the Queen of the Netherlands :  
 Dr. C. LELÝ, former Minister for "Waterstaat," Commerce and Industry, Member of the Second Chamber of the States General.  
 Jonkheer W. J. M. van EYSINGA, Professor of International Law in the University of Leyden.  
 M. A. G. KROLLER, Member of the Economic Council of the Ministry of Foreign Affairs.

His Majesty the Shah of Persia :  
 His Excellency Mirza HUSSEIN KHAN ALAI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain.

The President of the Polish Republic :  
 M. Joseph WIELOWIEYSKI.

The President of the Portuguese Republic.

His Majesty the King of Roumania :

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes :  
 Dr. Ante TRESICH-PAVICHICH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain and Portugal.

His Majesty the King of Sweden :

The Federal Council of the Swiss Confederation :

The President of the Czecho-Slovak Republic :  
 M. Bohuslav MULLER, Engineer, Secretary of State at the Ministry of Public Works, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The President of the Oriental Republic of Uruguay :  
 M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Spain.

The President of the United States of Venezuela :

Who, after communicating their full powers found in good and due form, have agreed as follows :—

#### ARTICLE I.

The High Contracting Parties declare that they accept the Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern annexed hereto, adopted by the Barcelona Conference on April 19th, 1921.

Ce Statut sera considéré comme faisant partie intégrante de la présente Convention. En conséquence, elles déclarent accepter les obligations et engagements dudit Statut, conformément aux termes et suivant les conditions qui y figurent.

#### ARTICLE 2

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions du Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919 ou des dispositions des autres Traité analogues, en ce qui concerne les Puissances signataires ou bénéficiaires de ces Traité.

#### ARTICLE 3

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1921.

#### ARTICLE 4

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera la réception aux autres Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats admis à signer la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux Archives du Secrétariat.

Pour déferer aux prescriptions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général procédera à l'enregistrement de la présente Convention, dès le dépôt de la première ratification.

#### ARTICLE 5

Les Membres de la Société des Nations qui n'auront pas signé la présente Convention avant le 1<sup>er</sup> décembre 1921 pourront y adhérer.

Il en sera de même des Etats non Membres de la Société, auxquels le Conseil de la Société aurait décidé de donner communication officielle de la présente Convention.

L'adhésion sera notifiée au Secrétaire général de la Société, qui informera toutes les Puissances intéressées de l'adhésion et de la date à laquelle celle-ci a été notifiée.

#### ARTICLE 6

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq Puissances. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général en adressera une copie conforme aux Puissances non Membres de la Société, qui, en vertu des Traité de Paix, se sont engagées à y adhérer.

#### ARTICLE 7

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société, et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

#### ARTICLE 8

Sous réserve des dispositions de l'article 2 de la présente Convention, celle-ci peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties, après l'expiration d'un délai de cinq ans, à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite Partie. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant toutes les autres Parties de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera immédiatement transmise par le Secrétaire général. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général, et ne sera opérante qu'en

This Statute will be deemed to constitute an integral part of the present Convention. Consequently, they hereby declare that they accept the obligations and undertakings of the said Statute in conformity with the terms and in accordance with the conditions set out therein.

#### ARTICLE 2.

The present Convention does not in any way affect the rights and obligations arising out of the provisions of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28th, 1919, or out of the provisions of the other corresponding Treaties, in so far as they concern the Powers which have signed, or which benefit by, such Treaties.

#### ARTICLE 3.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date and shall be open for signature until December 1st, 1921.

#### ARTICLE 4.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the receipt of them to the other Members of the League and to States admitted to sign the Convention. The instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat.

In order to comply with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the deposit of the first ratification.

#### ARTICLE 5.

Members of the League of Nations which have not signed the present Convention before December 1st, 1921, may accede to it.

The same applies to States not Members of the League to which the Council of the League may decide officially to communicate the present Convention.

Accession will be notified to the Secretary-General of the League, who will inform all Powers concerned of the accession and of the date on which it was notified.

#### ARTICLE 6.

The present Convention will not come into force until it has been ratified by five Powers. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification. Thereafter the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

Upon the coming into force of the present Convention, the Secretary-General will address a certified copy of it to the Powers not Members of the League which are bound under the Treaties of Peace to accede to it.

#### ARTICLE 7.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations, showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Members of the League at all times; it shall be published as often as possible in accordance with the directions of the Council.

#### ARTICLE 8.

Subject to the provisions of Article 2 of the present Convention, the latter may be denounced by any Party thereto after the expiration of five years from the date when it came into force in respect of that Party. Denunciation shall be effected by notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of such notification shall be transmitted forthwith by him to all the other Parties, informing them of the date on which it was received. The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and shall operate only in respect of the notifying

ce qui concerne la Puissance qui l'aura notifiée. Elle ne portera pas atteinte, à moins d'accord contraire, à des engagements relatifs à un programme de travaux contractés avant la dénonciation.

#### ARTICLE 9

La révision de la présente Convention peut être demandée à toute époque par un tiers des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

Fait à Barcelone, le vingt avril mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

*[Suivent les signatures des Délégués.]*

*Le Délégué britannique a signé sous réserve de la déclaration insérée au Procès-verbal de la séance du 19 avril 1921, relative aux Dominions britanniques non représentés à la Conférence de Barcelone.*

---

Power. It shall not, in the absence of an agreement to the Contrary, prejudice engagements entered into before the denunciation relating to a programme of works.

ARTICLE 9.

A request for the revision of the present Convention may be made at any time by one-third of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Barcelona the twentieth day of April one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the League of Nations.

*[Here follow the signatures of the Delegates.]*

*The British Delegate signed subject to the Declaration inserted in the Procès-Verbal of the Meeting of April 10th, 1921, as to the British Dominions which have not been represented at the Barcelona Conference.*

---

## STATUT RELATIF AU RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL.

### ARTICLE PREMIER.

Pour l'application du présent Statut, seront considérées comme voies navigables d'intérêt international :

1. Toutes parties naturellement navigables vers et depuis la mer d'une voie d'eau qui, dans son cours naturellement navigable vers et depuis la mer, sépare ou traverse différents Etats, ainsi que toute partie d'une autre voie d'eau naturellement navigable vers et depuis la mer reliant à la mer une voie d'eau naturellement navigable qui sépare ou traverse différents Etats.

Il est entendu que :

- a) le transbordement d'un navire ou bateau à un autre n'est pas exclu par les mots « navigables vers et depuis la mer »;
- b) est dite naturellement navigable toute voie d'eau naturelle ou partie de voie d'eau naturelle faisant actuellement l'objet d'une navigation commerciale ordinaire ou susceptible, par ses conditions naturelles, de faire l'objet d'une telle navigation ; par navigation commerciale ordinaire, il faut entendre une navigation qui, étant données les conditions économiques des pays riverains, est commercialement et couramment praticable ;
- c) les affluents doivent être considérés comme des voies d'eau séparées ;
- d) les canaux latéraux établis en vue de suppléer aux imperfections d'une voie d'eau rentrant dans la définition ci-dessus sont assimilés à cette dernière ;
- e) sont considérés comme riverains tous les Etats séparés ou traversés par une même voie navigable d'intérêt international, y compris ses affluents d'intérêt international.

2. Les voies d'eau ou parties de voies d'eau naturelles ou artificielles désignées expressément comme devant être soumises au régime de la Convention générale concernant les voies navigables, soit dans des Actes unilatéraux des Etats sous la souveraineté ou l'autorité desquels se trouvent lesdites voies d'eau ou parties de voies d'eau, soit dans des accords comportant notamment le consentement desdits Etats.

### ARTICLE 2.

Parmi les voies navigables d'intérêt international, constituant une catégorie spéciale en vue de l'application des articles 5, 10, 12 et 14 du présent Statut :

- a) les voies navigables pour lesquelles il existe une Commission internationale où sont représentés des Etats non riverains ;
- b) les voies navigables qui seraient ultérieurement classées dans cette catégorie, soit en vertu d'Actes unilatéraux des Etats sous la souveraineté ou l'autorité desquels elles se trouvent, soit en vertu d'accords comportant notamment le consentement desdits Etats.

### ARTICLE 3.

Sous réserve des stipulations des articles 5 et 17, chacun des Etats contractants accordera, sur les parties de voies navigables ci-dessus désignées qui se trouvent sous sa souveraineté ou autorité, le libre exercice de la navigation aux navires et bateaux battant pavillon de l'un quelconque des Etats contractants.

### ARTICLE 4.

Dans l'exercice de la navigation ci-dessus visée, les ressortissants, les biens et les pavillons de tous les Etats contractants, seront sous tous les rapports, traités sur le pied d'une parfaite égalité. Aucune distinction ne sera notamment faite entre les ressortissants, les biens et les pavillons des différents Etats riverains, y compris l'Etat riverain sous la souveraineté ou l'autorité duquel se trouve la partie de voie navigable considérée ; de même, aucune distinction ne sera faite entre les ressortissants, les biens et les pavillons des Etats riverains et ceux des non-riverains. Il est entendu, en conséquence, qu'aucun privilège exclusif de navigation ne sera accordé sur lesdites voies navigables à des sociétés ou à des particuliers.

Aucune distinction ne pourra être faite, dans ledit exercice, en raison du point de provenance ou de destination, ou de la direction des transports

## STATUTE ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN

---

### ARTICLE 1.

In the application of the Statute, the following are declared to be navigable waterways of international concern :

1. All parts which are naturally navigable to and from the sea of a waterway which in its course, naturally navigable to and from the sea, separates or traverses different States, and also any part of any other waterway naturally navigable to and from the sea, which connects with the sea a waterway naturally navigable which separates or traverses different States.

It is understood that :

- (a) Transhipment from one vessel to another is not excluded by the words "navigable to and from the sea";
- (b) Any natural waterway or part of a natural waterway, is termed "naturally navigable" if now used for ordinary commercial navigation, or capable by reason of its natural conditions of being so used; by "ordinary commercial navigation" is to be understood navigation which, in view of the economic condition of the riparian countries, is commercially and normally practicable;
- (c) Tributaries are to be considered as separate waterways;
- (d) Lateral canals constructed in order to remedy the defects of a waterway included in the above definition are assimilated thereto.
- (e) The different States separated or traversed by a navigable waterway of international concern, including its tributaries of international concern, are deemed to be "riparian States."

2. Waterways, or parts of waterways, whether natural or artificial, expressly declared to be placed under the régime of the General Convention regarding navigable waterways of international concern either in unilateral Acts of the States under whose sovereignty or authority these waterways or parts of waterways are situated, or in agreements made with the consent, in particular, of such States.

### ARTICLE 2.

For the purposes of Articles 5, 10, 12 and 14 of this Statute, the following shall form a special category of navigable waterways of international concern :

- (a) Navigable waterways for which there are international Commissions upon which non-riparian States are represented;
- (b) Navigable waterways which may hereafter be placed in this category, either in pursuance of unilateral Acts of the States under whose sovereignty or authority they are situated, or in pursuance of agreements made with the consent, in particular, of such States.

### ARTICLE 3.

Subject to the provisions contained in Articles 5 and 17, each of the Contracting States shall accord free exercise of navigation to the vessels flying the flag of any one of the other Contracting States on those parts of navigable waterways specified above which may be situated under its sovereignty or authority.

### ARTICLE 4.

In the exercise of navigation referred to above, the nationals, property and flags of all Contracting States shall be treated in all respects on a footing of perfect equality. No distinction shall be made between the nationals, the property and the flags of the different riparian States, including the riparian State exercising sovereignty or authority over the portion of the navigable waterway in question: similarly, no distinction shall be made between the nationals, the property and the flags of riparian and non-riparian States. It is understood, in consequence, that no exclusive right of navigation shall be accorded on such navigable waterways to companies or to private persons.

No distinction shall be made in the said exercise, by reason of the point of departure or of destination, or of the direction of the traffic.

#### ARTICLE 5

Par dérogation aux deux articles précédents et sauf convention ou obligation contraire :

1. Tout Etat riverain a le droit de résérer à son propre pavillon le transport de voyageurs et de marchandises, chargés à un port se trouvant sous sa souveraineté ou autorité et déchargés à un autre port se trouvant également sous sa souveraineté ou autorité. L'Etat qui ne réserve pas à son propre pavillon les transports ci-dessus spécifiés peut néanmoins, à l'égard d'un co-riverain qui se les réserve, refuser le bénéfice de l'égalité de traitement en ce qui concerne ces dits transports.

Sur les voies navigables, visées à l'article 2, l'Acte de navigation ne pourra laisser aux Etats riverains que le droit de résérer les transports locaux de voyageurs et de marchandises indigènes ou indigénées. Toutefois, dans tous les cas où une liberté plus complète de la navigation aurait déjà été proclamée dans un Acte de navigation antérieur, cette liberté ne sera pas diminuée.

2. Lorsqu'un réseau navigable naturel d'intérêt international, ne comprenant pas de voies visées à l'article 2 ne sépare ou traverse que deux Etats, ceux-ci ont le droit de résérer d'un commun accord à leur pavillon le transport des voyageurs et des marchandises, chargés à un port de ce réseau et déchargés à un autre port de ce même réseau, à moins que ce transport ne soit accompli entre deux ports qui ne se trouvent pas sous la souveraineté ou l'autorité d'un même Etat au cours d'un voyage, sans transbordement sur les territoires de l'un ou l'autre desdits Etats, comportant un parcours en mer ou sur une voie navigable d'intérêt international n'appartenant pas audit réseau.

#### ARTICLE 6

Chacun des Etats contractants conserve sur les voies navigables ou parties de voies navigables visées à l'article 1, et se trouvant sous sa souveraineté ou autorité, le droit dont il jouit actuellement d'édicter des dispositions et de prendre des mesures nécessaires à la police générale du territoire et à l'application des lois et règlements concernant les douanes, la santé publique, les précautions contre les maladies des animaux et des végétaux, l'émigration ou l'immigration et l'importation ou l'exportation des marchandises prohibées ; il est entendu que ces dispositions et ces mesures ne dépassant pas les nécessités et appliquées, sur un pied de parfaite égalité aux ressortissants, aux biens et aux pavillons de l'un quelconque des Etats contractants, y compris l'Etat contractant qui les édicte, ne devront pas, sans motif valable, entraver le libre exercice de la navigation.

#### ARTICLE 7

Sur le parcours comme à l'embouchure de voies navigables d'intérêt international, il ne pourra être perçu de redevances d'aucune espèce, autres que des redevances ayant le caractère de rétributions et destinées exclusivement à couvrir d'une manière équitable les frais d'entretien de la navigabilité ou d'amélioration de la voie navigable et de ses accès, ou à subvenir à des dépenses faites dans l'intérêt de la navigation. Ces redevances seront calculées sur ces frais et dépenses et le tarif en sera affiché dans les ports. Elles seront établies de manière à ne pas rendre nécessaire, sauf soupçon de fraude ou de contravention, un examen détaillé de la cargaison et de manière à faciliter, autant que possible, tant par les conditions de leur prélèvement que par les tarifs eux-mêmes, le trafic international.

#### ARTICLE 8.

En ce qui concerne les formalités douanières, le transit des navires et des bateaux, des voyageurs et des marchandises, sur les voies navigables d'intérêt international, s'effectuera dans les conditions fixées par le Statut de Barcelone, sur la Liberté du Transit. Chaque fois que le transit aura lieu sans transbordement, les dispositions complémentaires ci-après seront applicables :

- a) Lorsque les deux rives d'une voie navigable d'intérêt international font partie d'un même Etat, les formalités douanières imposées aux marchandises en transit, après la déclaration et une visite sommaire, se borneront à la mise sous scellés, sous cadenas ou sous la garde d'agents des douanes ;
- b) Lorsqu'une voie navigable d'intérêt international forme frontière entre deux Etats, les navires et bateaux, les voyageurs et les marchandises en transit devront être, en cours de route, exempts de toute formalité douanière, sauf le cas où, pour des raisons valables d'ordre pratique et sans porter atteinte à la facilité de la navigation, l'accomplissement des formalités douanières se ferait en un point de la partie de la voie navigable formant frontière.

#### ARTICLE 5.

As an exception to the two preceding Articles, and in the absence of any Convention or obligation to the contrary:

1. A riparian State has the right of reserving for its own flag the transport of passengers and goods loaded at one port situated under its sovereignty or authority and unloaded at another port also situated under its sovereignty or authority. A State which does not reserve the above-mentioned transport to its own flag may, nevertheless, refuse the benefit of equality of treatment with regard to such transport to a co-riparian which does reserve it.

On the navigable waterways referred to in Article 2, the Act of Navigation shall only allow to riparian States the right of reserving the local transport of passengers or of goods which are of national origin or are nationalised. In every case, however, in which greater freedom of navigation may have been already established, in a previous Act of Navigation, this freedom shall not be reduced.

2. When a natural system of navigable waterways of international concern which does not include waterways of the kind referred to in Article 2 separates or traverses two States only, the latter have the right to reserve to their flags by mutual agreement the transport of passengers and goods loaded at one port of this system and unloaded at another port of the same system, unless this transport takes place between two ports which are not situated under the sovereignty or authority of the same State in the course of a voyage, effected without transhipment on the territory of either of the said States, involving a sea-passage or passage over a navigable waterway of international concern which does not belong to the said system.

#### ARTICLE 6.

Each of the Contracting States maintains its existing right, on the navigable waterways or parts of navigable waterways referred to in Article 1 and situated under its sovereignty or authority, to enact the stipulations and to take the measures necessary for policing the territory and for applying the laws and regulations relating to customs, public health, precautions against the diseases of animals and plants, emigration or immigration, and to the import or export of prohibited goods, it being understood that such stipulations and measures must be reasonable, must be applied on a footing of absolute equality between the nationals, property and flags of any one of the Contracting States, including the State which is their author, and must not without good reason impede the freedom of navigation.

#### ARTICLE 7.

No dues of any kind may be levied anywhere on the course or at the mouth of a navigable waterway of international concern, other than dues in the nature of payment for services rendered and intended solely to cover in an equitable manner the expenses of maintaining and improving the navigability of the waterway and its approaches, or to meet expenditure incurred in the interest of navigation. These dues shall be fixed in accordance with such expenses, and the tariff of dues shall be posted in the ports. These dues shall be levied in such a manner as to render unnecessary a detailed examination of the cargo, except in cases of suspected fraud or infringement of regulations, and so as to facilitate international traffic as much as possible, both as regards their rates and the method of their application.

#### ARTICLE 8.

The transit of vessels and of passengers and goods on navigable waterways of international concern shall, so far as customs formalities are concerned, be governed by the conditions laid down in the Statute of Barcelona on Freedom of Transit. Whenever transit takes place without transhipment the following additional provisions shall be applicable:

- (a) When both banks of a waterway of international concern are within one and the same State, the customs formalities imposed on goods in transit after they have been declared and subjected to a summary inspection shall be limited to placing them under seal or padlock, or in the custody of customs officers.
- (b) When a navigable waterway of international concern forms the frontier between two States, vessels, passengers and goods in transit shall while "en route" be exempt from any customs formality, except in cases in which there are valid reasons of a practical character for carrying out customs formalities at a place on the part of the river which forms the frontier, and this can be done without interfering with navigation facilities.

Le transit des navires ou bateaux et des voyageurs, ainsi que le transit des marchandises sans transbordement, sur les voies navigables d'intérêt international, ne pourront donner lieu à la perception d'aucun des droits qui sont, soit prohibés par le Statut de Barcelone sur la Liberté du Transit, soit autorisés par l'article 3 du dit Statut ; étant entendu toutefois, que pourront être mis à la charge des navires et bateaux en transit, le logement et la nourriture des agents des douanes strictement requis pour la surveillance.

#### ARTICLE 9.

Dans tous les ports situés sur une voie navigable d'intérêt international et sous le rapport de l'utilisation de ces ports, les ressortissants, les biens et les pavillons de tous les Etats contractants jouiront, sous réserve des dispositions des articles 5 et 17, notamment en ce qui concerne les droits et redevances de ports, d'un traitement égal à celui des ressortissants, des biens et des pavillons de l'Etat riverain sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve. Il est entendu que les biens auxquels s'applique le présent alinéa sont les biens ayant pour origine, provenance ou destination, l'un quelconque des Etats contractants.

Les installations des ports situés sur une voie navigable d'intérêt international et les facilités offertes dans ceux-ci à la navigation ne pourront être soustraites à l'usage public que dans une mesure raisonnable et pleinement compatible avec le libre exercice de la navigation.

Pour l'application des droits de douane ou assimilés, des droits d'octroi local et de consommation, comme en ce qui touche les frais accessoires, perçus à l'occasion de l'importation ou de l'exportation des marchandises par lesdits ports, il ne sera fait aucune différence en raison du pavillon du navire ou bateau ayant effectué ou devant effectuer le transport, que ce pavillon soit le pavillon national ou celui de l'un quelconque des Etats contractants.

L'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel un port se trouve pourra retirer le bénéfice de l'alinéa précédent à tout navire ou bateau s'il est prouvé que son armateur défavorise systématiquement les ressortissants de cet Etat ou les sociétés contrôlées par les dits ressortissants.

A moins de motif exceptionnel justifiant, pour des nécessités économiques, une dérogation, les droits de douane ne pourront être supérieurs à ceux qui sont perçus aux autres frontières douanières de l'Etat intéressé sur les marchandises de même nature, de même provenance et de même destination. Toutes les facilités qui seraient accordées, par les Etats contractants, sur d'autres voies de terre ou d'eau, ou dans d'autres ports pour l'importation et l'exportation des marchandises seront également concédées à l'importation ou à l'exportation effectuées dans les mêmes conditions par la voie navigable et les ports visés ci-dessus.

#### ARTICLE 10.

1. Tout Etat riverain est tenu, d'une part, de s'abstenir de toutes mesures susceptibles de porter atteinte à la navigabilité ou de diminuer les facilités de la navigation, et, d'autre part, de prendre le plus rapidement possible, toutes dispositions utiles afin d'écartier tous obstacles et dangers accidentels pour la navigation.

2. Si cette navigation exige un entretien régulier, chacun des Etats riverains a, à cet effet, l'obligation envers les autres de prendre les mesures et d'exécuter les travaux nécessaires sur son territoire le plus rapidement possible, compte tenu, à toute époque, de l'état de la navigation, ainsi que de l'état économique des régions desservies par la voie navigable.

Sauf convention contraire, chacun des Etats riverains aura le droit, en invoquant des motifs valables, d'exiger des autres riverains une équitable participation aux frais de cet entretien.

3. Sauf motif légitime d'opposition d'un des Etats riverains, y compris l'Etat territorialement intéressé, fondé soit sur les conditions mêmes de la navigabilité en son territoire, soit sur d'autres intérêts tels que, entre autres, le maintien du régime normal des eaux, les besoins de l'irrigation, l'utilisation de la force hydraulique ou la nécessité de la construction d'autres voies de communication plus avantageuses, un Etat riverain ne pourra se refuser à exécuter, à la demande d'un autre Etat riverain, les travaux nécessaires d'amélioration de la navigabilité, si celui-ci offre d'en payer les frais, ainsi qu'une part équitable de l'excédent des frais d'entretien. Néanmoins, il est entendu que ces travaux ne pourront être entrepris tant que l'Etat sur le territoire duquel ils doivent être exécutés s'y oppose du chef d'intérêts vitaux.

4. Sauf convention contraire, l'Etat tenu d'exécuter les travaux d'entretien pourra se libérer de cette obligation si, avec l'accord de tous les Etats co-riverains, un ou plusieurs d'entre eux acceptent de les exécuter à sa place ; pour les travaux d'amélioration, l'Etat tenu de les exécuter, sera libéré de cette obligation s'il autorise

The transit of vessels and passengers, as well as the transit of goods without transhipment, on navigable waterways of international concern, must not give rise to the levying of any duties whatsoever, whether prohibited by the Statute of Barcelona on Freedom of Transit or authorised by Article 3 of that Statute. It is nevertheless understood that vessels in transit may be made responsible for the board and lodging of any customs officers who are strictly required for supervision.

#### ARTICLE 9.

Subject to the provisions of Articles 5 and 17, the nationals, property and flags of all the Contracting States shall, in all ports situated on a navigable waterway of international concern, enjoy, in all that concerns the use of the port, including port dues and charges, a treatment equal to that accorded to the nationals, property and flag of the riparian State under whose sovereignty or authority the port is situated. It is understood that the property to which the present paragraph relates is property originating in, coming from or destined for, one or other of the Contracting States.

The equipment of ports situated on a navigable waterway of international concern, and the facilities afforded in these ports to navigation, must not be withheld from public use to an extent beyond what is reasonable and fully compatible with the free exercise of navigation.

In the application of customs or other analogous duties, local octroi or consumption duties, or incidental charges, levied on the occasion of the importation or exportation of goods through the aforesaid ports, no difference shall be made by reason of the flag of the vessel on which the transport has been or is to be accomplished, whether this flag be the national flag or that of any of the Contracting States.

The State under whose sovereignty or authority a port is situated may withdraw the benefits of the preceding paragraph from any vessel if it is proved that the owner of the vessel discriminates systematically against the nationals of that State, including companies controlled by such nationals.

In the absence of special circumstances justifying an exception on the ground of economic necessities, the customs duties must not be higher than those levied on the other customs frontiers of the State interested, on goods of the same kind, source and destination. All facilities accorded by the Contracting States to the importation or exportation of goods by other land or water routes, or in other ports, shall be equally accorded to importation or exportation under the same conditions over the navigable waterway and through the ports referred to above.

#### ARTICLE 10.

1. Each riparian State is bound, on the one hand, to refrain from all measures likely to prejudice the navigability of the waterway, or to reduce the facilities for navigation, and, on the other hand, to take as rapidly as possible all necessary steps for removing any obstacles and dangers which may occur to navigation.

2. If such navigation necessitates regular upkeep of the waterway, each of the riparian States is bound as towards the others to take such steps and to execute such works on its territory as are necessary for the purpose as quickly as possible, taking account at all times of the conditions of navigation, as well as of the economic state of the regions served by the navigable waterway.

In the absence of an agreement to the contrary, any riparian State will have the right, on valid reason being shown, to demand from the other riparians a reasonable contribution towards the cost of upkeep.

3. In the absence of legitimate grounds for opposition by one of the riparian States, including the State territorially interested, based either on the actual conditions of navigability in its territory, or on other interests such as, *inter alia*, the maintenance of the normal water-conditions, requirements for irrigation, the use of water-power, or the necessity for constructing other and more advantageous ways of communication, a riparian State may not refuse to carry out works necessary for the improvement of the navigability which are asked for by another riparian State, if the latter State offers to pay the cost of the works and a fair share of the additional cost of upkeep. It is understood, however, that such works cannot be undertaken so long as the State on the territory of which they are to be carried out objects on the ground of vital interests.

4. In the absence of any agreement to the contrary, a State which is obliged to carry out works of upkeep is entitled to free itself from the obligation, if, with the consent of all the co-riparian States, one or more of them agree to carry out the works instead of it; as regards works for improvement, a State which is obliged

l'Etat demandeur à les exécuter à sa place ; l'exécution des travaux par des Etats autres que l'Etat territorialement intéressé, ou la participation de ces Etats aux frais de ces travaux, seront assurés sans préjudice, pour l'Etat territorialement intéressé, de ses droits de contrôle et d'administration sur ces travaux, et des prérogatives de sa souveraineté ou autorité sur la voie navigable.

5. Sur les voies navigables visées à l'article 2, les dispositions du présent article sont applicables sous réserve des stipulations des traités, conventions ou actes de navigation qui déterminent les pouvoirs et la responsabilité de la Commission internationale à l'égard des travaux.

Sous réserve des dispositions spéciales desdits traités, conventions ou actes de navigation, existants ou à conclure :

- a) les décisions concernant les travaux appartiennent à la Commission ;
- b) le règlement, dans les conditions prévues à l'article 22 ci-après, de tout différend qui surgirait du chef de ces décisions pourra, dans tous les cas, être demandé pour motif d'incompétence ou de violation des conventions internationales régissant les voies navigables. Pour tout autre motif, la requête en vue d'un règlement dans lesdites conditions ne pourra être formée que par l'Etat territorialement intéressé.

Les décisions de la Commission devront être conformes aux règles du présent article.

6. Nonobstant les dispositions du premier paragraphe du présent article, un Etat riverain pourra, sauf convention contraire, désaffecter totalement ou partiellement une voie navigable moyennant accord de tous les Etats riverains ou de tous les Etats représentés à la Commission internationale, dans le cas des voies navigables visées à l'article 2.

Exceptionnellement, une voie navigable d'intérêt international non visée à l'article 2 pourra être désaffectée par l'un des Etats riverains, si la navigation y est très peu développée et si cet Etat justifie d'un intérêt économique manifestement supérieur à celui de la navigation. Dans ce cas, la désaffectation ne pourra avoir lieu qu'au bout d'une année après préavis et sauf recours d'un autre Etat riverain dans les conditions prévues à l'article 22. La décision fixera, le cas échéant, les conditions dans lesquelles la désaffectation pourra être faite.

7. Dans les cas où une voie navigable d'intérêt international donne accès à la mer par plusieurs bras situés dans le territoire d'un même Etat, les dispositions des paragraphes 1, 2, et 3 du présent article s'appliquent seulement aux bras principaux jugés nécessaires pour donner un plein accès à la mer.

## ARTICLE 11

Dans le cas où un ou plusieurs des Etats riverains d'une voie navigable d'intérêt international ne sont pas parties au présent Statut, les obligations financières assumées par chacun des Etats contractants en vertu de l'article 10 ne peuvent excéder les obligations qu'ils auraient assumées au cas où tous les Etats riverains seraient parties au Statut.

## ARTICLE 12.

Sauf dispositions contraires d'un accord ou traité particulier, notamment des Conventions existantes relatives aux mesures douanières, à la police et aux précautions sanitaires, l'administration des voies navigables d'intérêt international est exercée par chacun des Etats riverains sous la souveraineté ou l'autorité duquel cette voie navigable se trouve. Chacun desdits Etats riverains a notamment le pouvoir et est tenu d'édicter la réglementation de la navigation sur ladite voie et de veiller à son application ; cette réglementation devra être établie et appliquée de telle manière que soit facilité le libre exercice de la navigation, dans les conditions prévues au présent Statut.

Les règles de procédure touchant notamment la constatation, la poursuite et la répression des délits de navigation devront tendre à des solutions aussi expéditives que possible.

Toutefois les Etats contractants reconnaissent qu'il est hautement désirable que les Etats riverains s'entendent pour ce qui concerne l'administration de la voie navigable et particulièrement pour l'adoption d'une réglementation de la navigation qui soit aussi uniforme, sur tout le parcours de cette voie navigable, que le permet la diversité des circonstances locales.

Des services publics monopolisés de remorquage ou d'autres moyens de traction peuvent être établis, en vue de faciliter l'exercice de la navigation, moyennant

to carry them out shall be freed from the obligation, if it authorises the State which made the request, to carry them out instead of it. The carrying out of works by States other than the State territorially interested, or the sharing by such States in the cost of works, shall be so arranged as not to prejudice the rights of the State territorially interested as regards the supervision and administrative control over the works, or its sovereignty and authority over the navigable waterway.

5. On the waterways referred to in Article 2, the provisions of the present Article are to be applied subject to the terms of the Treaties, Conventions, or Navigation Acts which determine the powers and responsibilities of the International Commission in respect of works.

Subject to any special provisions in the said Treaties, Conventions, or Navigation Acts, which exist or may be concluded:

- (a) Decisions in regard to works will be made by the Commission.
- (b) The settlement, under the conditions laid down in Article 22 below, of any dispute which may arise as a result of these decisions, may always be demanded on the grounds that these decisions are *ultra vires*, or that they infringe international conventions governing navigable waterways. A request for a settlement under the aforesaid conditions based on any other grounds can only be put forward by the State which is territorially interested.

The decisions of this Commission shall be in conformity with the provisions of the present Article.

6. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of this Article, a riparian State may, in the absence of any agreement to the contrary, close a waterway wholly or in part to navigation, with the consent of all the riparian States or of all the States represented on the International Commission in the case of navigable waterways referred to in Article 2.

As an exceptional case one of the riparian States of a navigable waterway of international concern not referred to in Article 2 may close the waterway to navigation, if the navigation on it is of very small importance, and if the State in question can justify its action on the ground of an economic interest clearly greater than that of navigation. In this case the closing to navigation may only take place after a year's notice and subject to an appeal on the part of any other riparian State under the conditions laid down in Article 22. If necessary, the judgment shall prescribe the conditions under which the closing to navigation may be carried into effect.

7. Should access to the sea be afforded by a navigable waterway of international interest through several branches, all of which are situated in the territory of one and the same State, the provisions of paragraphs 1, 2 and 3 of this Article shall apply only to the principal branches deemed necessary for providing free access to the sea.

#### ARTICLE 11.

If on a waterway of international concern one or more of the riparian States are not parties to this Statute, the financial obligations undertaken by each of the Contracting States in pursuance of Article 10 shall not exceed those to which they would have been subject if all the riparian States had been Parties.

#### ARTICLE 12.

In the absence of contrary stipulations contained in a special agreement or treaty, for example existing Conventions concerning customs and police measures and sanitary precautions, the administration of navigable waterways of international concern is exercised by each of the riparian States under whose sovereignty or authority the navigable waterway is situated. Each of such riparian States has, *inter alia*, the power and duty of publishing regulations for the navigation of such waterway and of seeing to their execution. These regulations must be framed and applied in such a way as to facilitate the free exercise of navigation under the conditions laid down in this Statute.

The rules of procedure dealing with such matters as ascertaining, prosecuting and punishing navigation offences must be such as to promote as speedy a settlement as possible.

Nevertheless, the Contracting States recognise that it is highly desirable that the riparian States should come to an understanding with regard to the administration of the navigable waterway and, in particular, with regard to the adoption of navigation regulations of as uniform a character throughout the whole course of such navigable waterway as the diversity of local circumstances permits.

Public services of towage or other means of haulage may be established in the form of monopolies for the purpose of facilitating the exercise of navigation,

l'accord unanime des Etats riverains, ou des Etats représentés à la Commission internationale dans le cas des voies navigables visées à l'article 2.

#### ARTICLE 13.

Les traités, conventions ou accords en vigueur conclus par les Etats contractants en matière de voies navigables, avant la date de mise en vigueur du présent Statut, ne sont pas abrogés, en ce qui concerne les Etats signataires desdits traités, conventions ou accords par le fait de cette mise en vigueur.

Toutefois, les Etats contractants s'engagent à ne pas appliquer entre eux celles des dispositions desdits traités, conventions ou accords qui seraient opposés aux règles du présent statut.

#### ARTICLE 14.

Dans le cas où un des accords ou traités particuliers visés à l'article 12 auraient confié, ou confieraient certaines fonctions à une Commission internationale, comprenant des représentants d'Etats autres que les Etats riverains, cette Commission devrait s'inspirer exclusivement, sous réserve des dispositions de l'article 10, des intérêts de la navigation et serait considérée comme un des organismes prévus à l'article 24 du Pacte de la Société des Nations ; en conséquence, elle échangerait directement avec les organes de la Société toutes informations utiles, et ferait parvenir un rapport annuel à la Société.

Les attributions des Commissions prévues à l'alinéa précédent seront déterminées dans l'Acte de navigation de chaque voie navigable et comporteront au moins les attributions suivantes :

- a) La Commission aura qualité pour élaborer les règlements de navigation qu'elle jugerait nécessaire d'élaborer elle-même et recevra communication de tous autres règlements de navigation ;
- b) Elle signalera aux Etats riverains les travaux utiles pour l'entretien des ouvrages et le maintien de la navigabilité ;
- c) Elle recevra de chacun des Etats riverains communication officielle de tous projets d'amélioration de la voie navigable ;
- d) Elle aura qualité, au cas où l'Acte de navigation ne comprendrait pas une réglementation spéciale quant à la perception des redevances, pour approuver la perception de celles-ci, en appliquant les dispositions de l'article 7 du présent Statut.

#### ARTICLE 15.

Le présent Statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre ; néanmoins, il subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

#### ARTICLE 16.

Le présent Statut n'impose à aucun des Etats contractants d'obligation qui irait à l'encontre de ses droits et devoirs en tant que Membre de la Société des Nations.

#### ARTICLE 17.

Sauf accords contraires auxquels l'Etat territorialement intéressé est ou sera partie, le présent Statut ne s'applique pas à la navigation des navires et bâtiments de guerre, de police, de contrôle ni, en général, de tous bâtiments exerçant, à un titre quelconque, la puissance publique.

#### ARTICLE 18.

Chacun des Etats contractants s'engage à ne pas concéder, soit par accord, soit de toute autre manière, à un Etat non contractant, un traitement, relatif à la navigation sur une voie navigable d'intérêt international, qui, entre Etats contractants, serait contraire aux dispositions du présent Statut.

#### ARTICLE 19.

Il pourra être exceptionnellement, et pour un terme aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des articles précédents par des mesures particulières ou générales que chacun des Etats contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté de la navigation et spécialement la communication entre les pays riverains et la mer doivent être maintenus dans toute la mesure possible.

subject to the unanimous agreement of the riparian States or the States represented on the International Commission in the case of navigable waterways referred to in Article 2.

#### ARTICLE 13.

Treaties, conventions or agreements in force relating to navigable waterways, concluded by the Contracting States before the coming into force of this Statute, are not, as a consequence of its coming into force, abrogated so far as concerns the States signatories to those treaties.

Nevertheless, the Contracting States undertake not to apply among themselves any provisions of such treaties, conventions or agreements which may conflict with the rules of the present Statute.

#### ARTICLE 14.

If any of the special agreements or treaties referred to in Article 12 has entrusted or shall hereafter entrust certain functions to an international Commission which includes representatives of States other than the riparian States, it shall be the duty of such Commission, subject to the provisions of Article 10, to have exclusive regard to the interests of navigation, and it shall be deemed to be one of the organisations referred to in Article 24 of the Covenant of the League of Nations. Consequently, it will exchange all useful information directly with the League and its organisations, and will submit an annual report to the League.

The powers and duties of the Commissions referred to in the preceding paragraph shall be laid down in the Act of Navigation of each navigable waterway and shall at least include the following :

- (a) the Commission shall be entitled to draw up such navigation regulations as it thinks necessary itself to draw up, and all other navigation regulations shall be communicated to it ;
- (b) it shall indicate to the riparian States the action advisable for the upkeep of works and the maintenance of navigability ;
- (c) it shall be furnished by each of the riparian States with official information as to all schemes for the improvement of the waterway ;
- (d) it shall be entitled, in cases in which the Act of Navigation does not include a special regulation with regard to the levying of dues, to approve of the levying of such dues and charges in accordance with the provisions of Article 7 of this Statute.

#### ARTICLE 15.

This Statute does not prescribe the rights and duties of belligerents and neutrals in time of war. The Statute shall, however, continue in force in time of war so far as such rights and duties permit.

#### ARTICLE 16.

This Statute does not impose upon a Contracting State any obligation conflicting with its rights and duties as a Member of the League of Nations.

#### ARTICLE 17.

In the absence of any agreement to the contrary to which the State territorially interested is or may be a party, this Statute has no reference to the navigation of vessels of war or of vessels performing police or administrative functions, or, in general, exercising any kind of public authority.

#### ARTICLE 18.

Each of the Contracting States undertakes not to grant either by agreement or in any other way, to a non-Contracting State, treatment with regard to navigation over a navigable waterway of international concern, which as between Contracting States, would be contrary to the provisions of this Statute.

#### ARTICLE 19.

The measures of a general or particular character which a Contracting State is obliged to take in case of an emergency affecting the safety of the State or the vital interests of the country may, in exceptional cases and for a period as short as possible, involve a deviation from the provisions of the above Articles ; it being understood that the principle of the freedom of navigation, and especially communication between the riparian States and the sea, must be maintained to the utmost possible extent.

## ARTICLE 20.

Le présent Statut ne comporte aucunement le retrait de facilités plus grandes en vigueur accordées au libre exercice de la navigation, sur une voie navigable d'intérêt international quelconque, dans des conditions compatibles avec le principe d'égalité prescrit par le présent Statut, en ce qui concerne les ressortissants, les biens et les pavillons de tous les Etats contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

## ARTICLE 21.

Conformément à l'article 23 (c) du Pacte de la Société des Nations, tout Etat contractant qui pourra invoquer valablement contre l'application de l'une quelconque des dispositions du présent Statut, sur tout ou partie de son territoire, une situation économique grave résultant de dévastations commises sur son sol pendant la guerre de 1914-1918, sera considéré comme dispensé temporairement des obligations résultant de l'application de ladite disposition, étant entendu que le principe de la liberté de la navigation doit être observé dans toute la mesure possible.

## ARTICLE 22.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10, paragraphe 5, et à défaut d'entente directe entre les Etats, tous différends, qui surgiraient entre eux relativement à l'interprétation ou à l'application du présent Statut, seront portés devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une Convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les Etats contractants s'engagent, préalablement à toute instance judiciaire, et sous réserve des droits et attributions du Conseil et de l'Assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les Communications et le Transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles, destinées notamment à rendre à la libre navigation les facilités dont elle jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

## ARTICLE 23.

Une voie navigable ne sera pas considérée comme d'intérêt international, du fait seul qu'elle traverse ou délimite des zones ou enclaves d'une étendue et d'une population très faibles par rapport à celles des territoires traversés et qui forment des parties détachées ou des établissements appartenant à un Etat autre que celui auquel ladite rivière appartient, à cette exception près, dans tout son parcours navigable.

## ARTICLE 24.

Le présent Statut ne sera pas applicable à une voie navigable d'intérêt international ayant deux riverains seulement et qui sépare sur une grande longueur un Etat contractant d'un Etat non contractant dont le Gouvernement n'est pas reconnu par le premier au moment de la signature du présent Statut, tant qu'un accord n'aura pas été conclu entre eux, établissant pour la voie d'eau considérée, un régime administratif et douanier qui donne à l'Etat contractant des sécurités convenables.

## ARTICLE 25.

Il est entendu que ce Statut ne doit pas être interprété comme réglant en quoi que ce soit les droits et obligations *inter se* de territoires faisant partie ou placés sous la protection d'un même Etat souverain, que ces territoires pris individuellement soient ou non Membre de la Société des Nations.

## ARTICLE 20.

This Statute does not entail in any way the withdrawal of existing greater facilities granted to the free exercise of navigation on any navigable waterway of international concern, under conditions consistent with the principle of equality laid down in this Statute, as regards the nationals, the goods and the flags of all the Contracting States; nor does it entail the prohibition of such grant of greater facilities in the future.

## ARTICLE 21.

In conformity with Article 23(e) of the Covenant of the League of Nations, any Contracting State which can establish a good case against the application of any provision of this Statute in some or all of its territory on the ground of the grave economic situation arising out of the acts of devastation perpetrated on its soil during the war 1914-1918, shall be deemed to be relieved temporarily of the obligations arising from the application of such provision, it being understood that the principle of freedom of navigation must be observed as far as possible.

## ARTICLE 22.

Without prejudice to the provisions of paragraph 5 of Article 10, any dispute between States as to the interpretation or application of this Statute which is not settled directly between them shall be brought before the Permanent Court of International Justice, unless under a special agreement or a general arbitration provision steps are taken for the settlement of the dispute by arbitration or some other means.

Proceedings are opened in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

In order to settle such disputes, however, in a friendly way as far as possible, the Contracting States undertake before resorting to any judicial proceedings and without prejudice to the powers and right of action of the Council and of the Assembly to submit such disputes for an opinion to any body established by the League of Nations as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communications and transit. In urgent cases a preliminary opinion may recommend temporary measures intended in particular to restore the facilities for free navigation which existed before the act or occurrence which gave rise to the dispute.

## ARTICLE 23

A navigable waterway shall not be considered as of international concern on the sole ground that it traverses or delimits zones or enclaves, the extent and population of which are small as compared with those of the territories which it traverses, and which form detached portions or establishments belonging to a State other than that to which the said river belongs, with this exception, throughout its navigable course.

## ARTICLE 24.

This Statute shall not be applicable to a navigable waterway of international concern which has only two riparian States, and which separates, for a considerable distance, a Contracting State from a non-Contracting State whose Government is not recognised by the former at the time of the signing of this Statute, until an agreement has been concluded between them establishing, for the waterway in question, an administrative and customs regime which affords suitable safeguards to the Contracting State.

## ARTICLE 25

It is understood that this Statute must not be interpreted as regulating in any way rights and obligations *inter se* of territories forming part, or placed under the protection, of the same sovereign State, whether or not these territories are individually Members of the League of Nations.

## 5.

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION SUR LE RÉGIME  
DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL.

1. Les Etats signataires de la Convention sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international, signée à Barcelone le 20 avril 1921, dont les Représentants dûment autorisés ont apposé leurs signatures au présent Protocole, déclarent que, en plus de la liberté des communications accordée par eux en vertu de la Convention sur les Voies navigables considérées comme d'Intérêt international, ils accordent, sous réserve de réciprocité, sans préjudice de leurs droits de souveraineté, et en temps de paix, sur

- a) toutes les voies navigables,
- b) toutes les voies naturellement navigables,

qui, placées sous leur souveraineté ou autorité et n'étant pas considérées comme d'intérêt international, sont accessibles à la navigation commerciale ordinaire vers et depuis la mer, ainsi que dans les ports situés sur ces voies d'eau, une égalité parfaite de traitement aux pavillons de tout Etat signataire du présent Protocole en ce qui concerne les transports d'importation et d'exportation sans transbordement.

Lors de la signature, les Etats signataires doivent notifier s'ils acceptent les obligations dans l'étendue indiquée sous la lettre a) ci-dessus, ou seulement dans l'étendue plus restreinte définie sous la lettre b).

Il est entendu que les Etats ayant accepté le paragraphe a) ne sont liés envers ceux ayant accepté le paragraphe b), que sous les conditions résultant de ce dernier.

Il est également entendu que les Etats, dont un nombre considérable de ports situés sur des voies navigables sont restés fermés jusqu'à présent au commerce international, peuvent, lors de la signature du présent Protocole, exclure de son application une ou plusieurs des voies navigables ci-dessus définies.

Les Etats signataires seront libres de déclarer que leur acceptation du présent Protocole ne s'étend pas à l'ensemble ou à une partie des colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. Ces Etats pourront donc, par la suite, adhérer au Protocole séparément, au nom d'une colonie, d'une possession d'outre-mer ou d'un protectorat, ainsi exclus dans leur déclaration. Il pourront également dénoncer le Protocole, conformément à ses dispositions, séparément au nom d'une quelconque des colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

Le présent Protocole sera ratifié. Chaque Puissance adressera sa ratification au Secrétaire général de la Société des Nations, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres Puissances signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature ou adhésion des Etats ayant signé la Convention mentionnée ci-dessus ou y ayant adhéré.

Il entrera en vigueur après réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la ratification de deux Etats ; pourvu toutefois, qu'à cette époque, ladite Convention soit entrée en vigueur.

Il peut être dénoncé à toute époque après l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la ratification de l'Etat qui dénonce. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation de la Convention sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international sera considérée comme comprenant la dénonciation du présent Protocole.

Fait à Barcelone, le vingt avril mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire dont les textes français et anglais feront foi.

[Suivent les signatures des Délégu's.]

## 5.

### ADDITIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN.

I. The States signatories of the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern, signed at Barcelona on April 20th, 1921, whose duly authorised representatives have affixed their signatures to the present Protocol, hereby declare that, in addition to the Freedom of Communications which they have conceded by virtue of the Convention on Navigable Waterways considered as of international concern, they further concede, on condition of reciprocity, without prejudice to their rights of sovereignty, and in time of peace,

(a) on all navigable waterways,

(b) on all naturally navigable waterways,

which are placed under their sovereignty or authority, and which, not being considered as of international concern, are accessible to ordinary commercial navigation to and from the sea, and also in all the ports situated on these waterways, perfect equality of treatment for the flags of any State signatory of this Protocol as regards the transport of imports and exports without transhipment.

At the time of signing, the signatory States must declare whether they accept the obligation to the full extent indicated under paragraph (a) above, or only to the more limited extent defined by paragraph (b).

It is understood that States which have accepted paragraph (a) are not bound as regards those which have accepted paragraph (b), except under the conditions resulting from the latter paragraph.

It is also understood that those States which possess a large number of ports (situated on navigable waterways) which have hitherto remained closed to international commerce, may, at the time of the signing of the present Protocol, exclude from its application one or more of the navigable waterways referred to above.

The signatory States may declare that their acceptance of the present Protocol does not include any or all of the colonies, overseas possessions or protectorates under their sovereignty or authority, and they may subsequently adhere separately on behalf of any colony, overseas possession or protectorate so excluded in their declaration. They may also denounce the Protocol separately in accordance with its provisions, in respect of any colony, overseas possession or protectorate under their sovereignty or authority.

The present Protocol shall be ratified. Each Power shall send its ratification to the Secretary-General of the League of Nations, who shall cause notice of such ratification to be given to all the other signatory Powers; these ratifications shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations.

The present Protocol shall remain open for the signature or adherence of the States which have signed the above-mentioned Convention or have given their adherence to it.

It shall come into force after the Secretary-General of the League of Nations has received the ratification of two States; provided, however, that the said Convention has come into force by that time.

It may be denounced at any time after the expiration of a period of two years dating from the time of the reception by the Secretary-General of the League of Nations of the ratification of the denouncing State. The denunciation shall not take effect until one year after it has been received by the Secretary-General of the League of Nations. A denunciation of the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern shall be considered as including a denunciation of the present Protocol.

Done at Barcelona, the twentieth day of April, nineteen hundred and twenty-one, in a single copy, of which the French and English texts shall be authentic.

*[Here follow the signatures of the Delegates.]*

**6.**

**DÉCLARATION PORTANT RECONNAISSANCE DU DROIT AU  
PAVILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE LITTORAL MARITIME.**

---

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent que les Etats qu'ils représentent reconnaissent le pavillon des navires de tout Etat qui n'a pas de littoral maritime, lorsqu'ils sont enregistrés en un lieu unique déterminé, situé sur son territoire ; ce lieu constituera pour ces navires le port d'enregistrement.

---

**6.**

**DECLARATION RECOGNISING THE  
RIGHT TO A FLAG OF STATES HAVING NO SEA-COAST.**

---

The undersigned, duly authorised for the purpose, declare that the States which they represent recognise the flag flown by the vessels of any State having no sea-coast which are registered at some one specified place situated in its territory; such place shall serve as the port of registry of such vessels.

---

## 7.

**RECOMMANDATIONS RELATIVES  
AU RÉGIME INTERNATIONAL DES VOIES FERRÉES.**

---

La Conférence générale des Communications et du Transit, réunie à Barcelone sous les auspices de la Société des Nations, désireuse de voir appliquer le principe de la Liberté des Communications, conformément à l'Article 23 (e) du Pacte de la Société des Nations, aux voies ferrées placées sous la souveraineté et l'autorité des Etats représentés à la Conférence ou qui accepteront ultérieurement les présentes recommandations et reconnaissant qu'en vertu du principe cité ci-dessus, l'un quelconque de ces Etats a droit, sur les voies ferrées placées sous la souveraineté ou l'autorité de l'un quelconque de ces Etats, à toutes les facilités raisonnables de nature à favoriser et encourager le mouvement du transport international à destination ou en provenance de son territoire, est unanime à recommander aux Gouvernements des dits Etats d'adopter les dispositions suivantes :

La Conférence recommande :

1. Que les divers Etats adoptent toutes mesures de nature à faciliter le transport international des marchandises sur les voies ferrées placées sous leur souveraineté ou autorité. Ces mesures viseraient notamment :

Le transport direct, sur la base, autant que possible, d'une lettre de voiture unique, soumis sur tout le parcours aux mêmes obligations ;

Le traitement des marchandises en cours de route ;

Le transbordement, quand cette opération ne peut être évitée ;

La forme d'établissement des tarifs internationaux et leurs conditions d'application.

2. Que les divers Etats adoptent, sur les voies ferrées placées sous leur souveraineté ou autorité, toutes les mesures possibles, de nature à faciliter, dans des conditions de rapidité et de confort en rapport avec l'importance de chaque courant de trafic, le transport international des voyageurs et de leurs bagages. Ces mesures auraient pour but, notamment, d'établir des services avec billets directs et effectués, chaque fois que faire se pourra, sans changement de voiture, ainsi qu'avec bulletins de bagages directs et soumis autant que possible aux mêmes obligations sur tout le parcours.

3. Que les divers Etats prennent, sur les voies ferrées placées sous leur souveraineté ou autorité, toutes les mesures possibles, y compris celles de caractère technique, de nature à permettre et faciliter l'utilisation réciproque et l'échange de leur matériel roulant. Toutefois, ne sont pas comprises parmi les mesures envisagées ci-dessus, celles qui entraîneraient des modifications aux caractéristiques essentielles d'un réseau ou d'un matériel roulant.

4. Qu'à défaut de conventions existantes mettant en jeu les principes posés dans les alinéas 1, 2 et 3 des présentes recommandations, des conventions spéciales soient conclues, qui assurent l'application de ces principes en ce qui concerne des groupes de territoires contigus.

5. Que les mesures prises par les Etats afin d'assurer l'octroi de facilités de transport et l'établissement de tarifs, ainsi que la mise en pratique et l'application de ceux-ci aux voyageurs ressortissants de l'un quelconque de ces Etats ou aux marchandises en provenance ou à destination de l'un quelconque de ces Etats, ne dépende, dans les mêmes conditions, ni de la nationalité des voyageurs, ni de la qualité du propriétaire des marchandises, ni de l'origine de celles-ci, ni du pavillon ou de la qualité du propriétaire des navires ou bateaux ayant été ou devant être employés avant ou après le trajet par chemin de fer. Les prix de transport devraient être calculés conformément aux tarifs légalement en vigueur et dûment publiés. Toute entente particulière qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs, ou à un ou plusieurs expéditeurs ou destinataires, une réduction de prix sur les tarifs, devrait être formellement interdite et nulle de plein droit. Toutefois, seraient autorisées, les réductions de prix dûment publiées et également accessibles à tous, aux mêmes conditions.

Ces recommandations ne sont pas contraires à l'existence et à l'établissement de tarifs différents, selon qu'il s'agit de trafic intérieur, d'importation, d'exportation ou de transit, en tenant compte des conditions du trafic et de la concurrence

## 7.

**RECOMMENDATIONS RELATIVE  
TO THE INTERNATIONAL REGIME OF RAILWAYS.**

---

The General Conference on Communications and Transit assembled at Barcelona under the auspices of the League of Nations, being desirous that the principle of Freedom of Communications should be applied in conformity with Article 23 (e) of the Covenant of the League of Nations to the railways under the sovereignty and authority of the States which are represented at the Conference, or which eventually accept the present recommendations, and, recognising that in virtue of the above principle any one of these States is entitled on the railways under the sovereignty or authority of any other such State to all reasonable facilities for promoting and encouraging the flow of international traffic to or from its territory, unanimously recommends the adoption of the following provisions by the Governments of the said States.

The Conference recommends :

1. That the various States should adopt all possible measures which will facilitate the international transport of goods over the railways under their sovereignty or authority. These measures should, in particular, provide for :

Through transport, on the basis, as far as possible, of a single waybill, subject throughout to the same obligations ;

Treatment of goods during the journey ;

Transhipment, when this operation cannot be avoided ;

The form in which international tariffs are to be established, and the conditions of their application.

2. That the various States should adopt all possible measures which will facilitate the international transport of passengers and baggage over the railways under their sovereignty or authority, under conditions of speed and comfort corresponding to the importance of each train service. In particular, such measures should comprise the establishment of services with through booking facilities, and, as far as possible, without change of carriage, as well as through booking of baggage subject as far as possible to the same obligations throughout.

3. That the various States should take on the railways under their sovereignty or authority all possible measures, including those of a technical character, which will permit and facilitate the reciprocal utilisation and exchange of their rolling-stock. These measures do not include those which would involve modifications in the essential characteristics of a railway system or of rolling-stock.

4. That, in the absence of existing conventions providing for the application of the principles laid down in paragraphs 1, 2 and 3 of these recommendations, special conventions should be concluded providing for the application of these principles as between groups of contiguous territories.

5. That the various States should adopt all possible measures to ensure that the grant of facilities and the establishment of tariffs, as also their adoption and application as regards passengers who are nationals of any one of these States, or as regards goods coming from or proceeding to any one of these States, do not depend in the same conditions either on the nationality of the passengers, on the ownership or commercial origin of the goods, or on the flag or ownership of the vessels, employed either before or after their transport by rail. Transport rates should be calculated in accordance with the tariffs legally in force and duly published. Any private agreement having as its object the granting of rebates to one or several passengers, or to one or several consignors or consignees, should be expressly forbidden and considered null and void. Rebates may, however, be granted, provided they are duly published and are equally available to all under the same conditions.

The above recommendations do not prevent the existence and the establishment of different tariffs for internal, import, export or transit traffic, based on varying traffic conditions or on commercial competition between routes.

commerciale entre voies de transport : elles ne visent pas les tarifs combinés entre chemins de fer et navires ou bateaux.

6. Que sans préjudice des dispositions de l'article 24 du Pacte de la Société des Nations, dans le cas où les conventions existantes ou celles à venir visées à l'alinéa 4 des présentes recommandations, prévoient le fonctionnement d'Offices internationaux, ces Offices échangent directement avec la Société des Nations toutes informations utiles concernant l'exercice de leurs attributions et adressent à celle-ci un rapport annuel.

7. La Conférence reconnaît qu'il pourra être exceptionnellement dérogé aux dispositions des articles précédents, par des mesures particulières ou générales que chacun des Etats serait obligé de prendre, en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays ; étant entendu que le principe de la liberté des communications doit être observé dans toute la mesure du possible.

---

Nothing in these recommendations is to be taken as affecting in any way the question of combined rail and sea tariffs.

6. That, without prejudice to the provisions of Article 24 of the Covenant of the League of Nations, in cases in which existing conventions or the future conventions contemplated in paragraph 4 of these recommendations involve the creation of International Bureaux, the necessary instructions should be given for these Bureaux to exchange directly with the League of Nations any useful information relating to the exercise of their functions and to submit to the League an annual Report.

7. The Conference recognises that in exceptional cases deviations may be made from the preceding paragraphs by measures of a general or particular character which a State is obliged to take in case of an emergency affecting the safety of the State or the vital interests of the country; it being understood that the principle of freedom of communications must be observed to the utmost possible extent.

---

## 8.

**RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX PORTS SOUMIS  
AU RÉGIME INTERNATIONAL.**

---

PRÉAMBULE

La Conférence générale des Communications et du Transit, tout en estimant que le moment n'est pas encore venu de conclure une Convention internationale générale sur le Régime des Ports, recommande cependant que, sous réserve de toutes autres stipulations jugées nécessaires dans des cas particuliers, les dispositions suivantes soient appliquées aux ports ou parties de ports, avec ou sans zones franches, qui seraient placés sous un régime international ; étant bien entendu, toutefois, qu'un tel régime ne saurait être appliqué qu'en conséquence d'un acte particulier, comportant notamment le consentement de l'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel ledit port se trouve.

— I —

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER

Les ressortissants, les biens et les pavillons de toutes les nations, jouiront de l'entièvre liberté d'utilisation du port. Ils seront, sous ce rapport, et à tous égards, traités sur le pied d'une parfaite égalité, notamment en ce qui concerne les facilités de stationnement, de chargement et de déchargement, les droits ou charges de tonnage, de quai, de pilotage, de phare et de quarantaine, perçus au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers concessionnaires, de corporations ou d'établissements de quelque espèce que ce soit. En particulier, aucune distinction ne sera faite entre les ressortissants, les biens et les pavillons des divers Etats et ceux de l'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve.

Il ne sera apporté à la liberté d'utilisation du port d'autres restrictions que celles résultant des dispositions relatives aux douanes, à la police, à la santé publique, à l'émigration ou à l'immigration, ainsi qu'à l'importation ou l'exportation des marchandises prohibées. Ces dispositions seront raisonnables et uniformes, et ne devront pas, sans motif valable, entraver le trafic.

ARTICLE 2

Toutes redevances établies en raison de l'utilisation du port ou de ses accès ou des facilités qui y sont offertes, seront perçues dans les conditions d'égalité prévues à l'article premier et devront être raisonnables, compte tenu des frais afférents aux travaux d'établissement, à l'amélioration, à l'entretien ou à l'administration du port ou de ses accès ainsi qu'aux dépenses faites dans l'intérêt de l'utilisation du port ou de ses accès. Le tarif de ces redevances devra être affiché dans chaque port.

Sous réserve des stipulations des articles 8 et 11, toutes autres redevances seront interdites.

ARTICLE 3

A défaut d'une organisation spéciale relative à l'exécution des travaux d'entretien, l'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve sera tenu de prendre les dispositions appropriées ayant pour but d'écartier le plus rapidement possible tous dangers ou obstacles à la navigation et à assurer la facilité des opérations des navires dans le port.

ARTICLE 4

L'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve peut entreprendre tous les travaux d'entretien et d'amélioration du port ou de ses accès. Il ne sera tenu de les suspendre que s'il est prouvé qu'ils sont de nature à porter atteinte aux facilités d'utilisation du port ou de ses accès.

**8.**

**RECOMMENDATIONS RELATIVE TO PORTS PLACED UNDER  
AN INTERNATIONAL REGIME.**

---

**PREAMBLE.**

The General Conference on Freedom of Communications and Transit, while considering that the moment has not yet arrived for the conclusion of a General International Convention on the Regime of Ports, is nevertheless of opinion that the following provisions should be applied (subject to such additional stipulations as may be necessary in any particular case), to the ports or parts of ports, with or without free zones, which may be placed under an international regime; it being well understood that such a regime can only be applied in consequence of a special act involving the consent of the State under whose sovereignty or authority the said port is situated.

— I —

**GENERAL PROVISIONS.**

**ARTICLE 1.**

The nationals, property and flags of all nations shall enjoy complete freedom in the use of the port. They shall be treated in this connection and in all respects on a footing of absolute equality, particularly as regards berthing, loading and unloading, facilities and tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, and quarantine dues, levied in the name and for the profit of the Government, public authorities, private individuals or companies, corporations or establishments of any kind. In particular, no distinction shall be made between the nationals, property and flags of the different States and those of the States under whose sovereignty or authority the port is situated.

There shall be no restrictions on the free use of the port other than those arising from stipulations concerning customs, police, public health, emigration or immigration, or the import or export of prohibited goods. Such stipulations must be reasonable and uniform and must not impede traffic without good reason.

**ARTICLE 2.**

All charges imposed for the use of the port or of the approaches thereto or of the facilities afforded in it shall be levied under the conditions of equality prescribed in Article 1, and shall be reasonable, having regard to the expenses incurred in the first cost, improvement, upkeep and administration of the port and of the approaches thereto, or to expenditure incurred in the interests of the users of the port or its approaches. The tariff of these charges shall be posted up in every such port.

Subject to the provisions of Articles 7 and 9, all other dues and charges are prohibited.

**ARTICLE 3.**

In the absence of any special organisation for carrying out works of upkeep, it shall be the duty of the State under whose sovereignty or authority the port is situated to take suitable measures to remove as quickly as possible any danger or obstacle to navigation and to facilitate the operations of vessels in the port.

**ARTICLE 4.**

The State under whose sovereignty or authority the port is placed may undertake all works for upkeep and improvement of the port or of its approaches. It shall be bound to suspend them only if it is proved that they are calculated to prejudice the use of the port and of its approaches.

Il lui sera également permis d'entreprendre des travaux destinés à la défense territoriale, en ayant soin d'éviter, dans toute la mesure possible, les dangers ou entraves à la navigation.

#### ARTICLE 5

A moins de stipulations spéciales, l'administration du port sera placée sous la responsabilité de l'Etat qui exerce sur le port souveraineté ou autorité.

#### ARTICLE 6

A moins de stipulations spéciales, la juridiction compétente en matière administrative, civile, commerciale ou pénale sera la juridiction de l'Etat qui exerce sur le port souveraineté ou autorité.

### II

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ZONES NON FRANCHES.

#### ARTICLE 7

Pour l'application des droits de douane, d'octroi local ou de consommation, comme en ce qui touche les frais accessoires, perçus les uns et les autres à l'occasion de l'importation ou de l'exportation de marchandises par le port soumis au régime international, il ne sera fait aucune différence à raison du pavillon des navires ou bateaux effectuant le transport, que ce pavillon soit celui de l'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve, ou tout autre pavillon.

A moins de motif exceptionnel justifiant, pour des nécessités économiques, une dérogation, les droits de douane ne pourront être supérieurs à ceux qui sont perçus aux autres frontières de l'Etat intéressé sur les importations ou exportations effectuées sous les conditions générales de la législation de cet Etat. Toutes les facilités qui seraient accordées, sur d'autres voies de terre ou d'eau ou dans d'autres ports du même Etat, pour l'importation et l'exportation des marchandises, seront également concédées à l'importation ou à l'exportation effectuées dans les mêmes conditions par le port soumis au régime international.

### — III —

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ZONES FRANCHES.

#### ARTICLE 8

Les facilités accordées pour la construction ou l'utilisation de magasins, ainsi que pour l'emballage et le déballage des marchandises, devront être en rapport avec les conditions commerciales du moment. Tout produit dont la consommation aura été autorisée dans la zone franche sera exempt de droits de douane, d'accise ou autre de quelque nature que ce soit, sauf les droits prévus à l'article 9 ci-dessous. L'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve aura la faculté d'autoriser ou d'interdire l'usinage dans la zone franche.

#### ARTICLE 9

Aucuns droits ou taxes, autres que ceux prévus à l'article 2, ne seront perçus sur les marchandises à l'entrée ou à la sortie de la zone franche, quel que soit le pays étranger dont elles proviennent ou auquel elles sont destinées. Toutefois, pourra être établi un droit de statistique, exclusivement affecté à couvrir les frais du service chargé d'établir le relevé du trafic du port, et équivalent au plus à 1 pour mille *ad valorem*.

#### ARTICLE 10

Les droits prévus à l'article 7 ci-dessus pourront être perçus, dans les conditions fixées au dit article, sur les marchandises en provenance de la zone franche, à leur entrée dans le territoire de l'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve, ainsi que sur les marchandises à destination de la zone franche à leur sortie du territoire de l'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve.

It shall also be permitted to undertake works intended for territorial defence, care being taken as far as possible to avoid dangers or obstructions to navigation.

#### ARTICLE 5.

Subject to any special provisions to the contrary, the State which exercises sovereignty or authority over the port shall be responsible for its administration.

#### ARTICLE 6.

Subject to any special provisions to the contrary, the competent jurisdiction in administrative, civil, commercial or penal matters shall be that of the State which exercises sovereignty or authority over the port.

### — II —

#### PROVISIONS APPLICABLE ONLY TO ZONES WHICH ARE NOT FREE

#### ARTICLE 7.

In the levying of any customs, local octroi or consumption duties or of any incidental charges imposed on imports or exports through a port which is subject to the international regime, no difference shall be made on account of the flag of the vessel effecting the transport, whether such flag is that of the State exercising sovereignty or authority over the port, or any other flag.

In the absence of special circumstances justifying an exception on account of economic needs, the customs must not be higher than those imposed at the other customs frontiers of the State concerned on imports or exports under the general legislation of the State. All facilities accorded by such State over other land or water routes or in other ports to imports and exports shall be equally accorded to imports and exports through the port subject to the international regime.

### — III —

#### SPECIAL PROVISIONS RELATING TO FREE ZONES.

#### ARTICLE 8.

The facilities granted for the erection or use of warehouses, as also for packing and unpacking goods, shall be in accordance with trade requirements for the time being. All goods allowed to be consumed in the free zone shall be exempt from customs, excise, and all other duties of every description, with the exception of the statistical duty provided for in Article 9 below. It shall be within the discretion of the State under whose sovereignty or authority the port is situated to permit or prohibit manufacture within the free zone.

#### ARTICLE 9.

No duties or charges other than those referred to in Article 2 shall be levied on goods entering or leaving the free zone, whatever may be the foreign country from which they come or for which they are destined. A maximum statistical duty of 1 per mille *ad valorem* may, however, be imposed, which shall be devoted exclusively to defraying the expenses of compiling statements of the traffic of the port.

#### ARTICLE 10.

The duties referred to in Article 7 above may be levied under the conditions prescribed in the said Article upon goods despatched from the free zone at the time of their entry into the territory of the State under whose sovereignty or authority the port is situated, as well as upon goods destined for the free zone, upon their leaving the territory of the State under whose sovereignty or authority the port is situated.

#### ARTICLE 11

Les personnes, bagages, marchandises, ainsi que les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, en provenance ou à destination de la zone franche et traversant le territoire de l'Etat sous la souveraineté ou l'autorité duquel le port se trouve, seront réputés en transit à travers ledit Etat, s'ils sont à destination ou s'ils proviennent du territoire d'un autre Etat quelconque.

### — IV —

#### DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 12

Les présentes dispositions ne règlent pas le régime à appliquer au petit cabotage maritime.

#### ARTICLE 13

Les présentes dispositions ne fixent pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre ; néanmoins, elles subsisteront en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs.

#### ARTICLE 14

Les présentes dispositions n'imposent aucune obligation qui irait à l'encontre des droits et des devoirs d'un Etat en tant que Membre de la Société des Nations.

#### ARTICLE 15

A défaut d'entente directe entre les Etats, tous différends qui surgiraient entre eux relativement à l'interprétation ou à l'application des présentes dispositions seront portés devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une Convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour Permanente de Justice internationale.

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, ces différends seront préalablement à toute instance judiciaire, et sous réserve des droits et attributions du Conseil et de l'Assemblée, soumis pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations, comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les Communications et le Transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles, destinées notamment à rendre à la libre utilisation du port les facilités dont elle jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

---

ARTICLE II.

Persons, baggage and goods and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, proceeding from or to the free zone and crossing the territory of the State under whose sovereignty or authority the port is situated shall be considered in transit across the said State, if proceeding from or to the territory of any other State.

— IV —

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

ARTICLE 12.

The present stipulations do not affect the régime to be applied to national maritime coasting trade.

ARTICLE 13.

These provisions do not prescribe the rights and duties of belligerents and neutrals in time of war. They shall, however, continue in force in time of war so far as such rights and duties permit.

ARTICLE 14.

These provisions do not impose any obligations conflicting with the rights and duties of a State as Member of the League of Nations.

ARTICLE 15.

Any dispute between States as to the interpretation or application of these provisions which is not settled directly between them shall be brought before the Permanent Court of International Justice, unless under a special agreement or a general arbitration provision steps are taken for the settlement of the dispute by arbitration or some other means.

Proceedings are opened in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

In order, however, that such disputes should be settled in a friendly way as far as possible, they shall, before resort is made to any judicial proceedings, and without prejudice to the powers and right of action of the Council and of the Assembly, be submitted for an opinion to any body established by the League of Nations as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communication and transit. In urgent cases a preliminary opinion may be given recommending temporary measures intended in particular to restore the facilities for the free use of the port which existed before the act or occurrence which gave rise to the dispute.

---

9.

ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE SUR LA LIBERTÉ DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

---

La Conférence générale des Communications et du Transit, convoquée conformément à la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, s'est réunie le 10 mars 1921, au Palais de l'Ayuntamiento de la ville de Barcelone.

La Conférence a été chargée, par une résolution de l'Assemblée du 9 décembre 1920, d'élaborer dans les conditions fixées par la résolution de principe relative aux rapports entre les Organisations techniques, le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations, les mesures que les Membres de la Société sont appelés à prendre conformément à la partie de l'article 23 (e) du Pacte, relative à la liberté des communications et du transit, ainsi que les conventions générales visées aux articles 338 et 379 du Traité de Versailles et aux articles analogues des autres Traité de paix, concernant le régime international du transit, des ports, des voies d'eau et des voies ferrées.

Le Conseil a communiqué aux Membres de la Société l'ordre du jour de la Conférence ainsi que les projets destinés à servir de base aux discussions ; l'ordre du jour et les projets ont été préparés par le Comité provisoire institué à cet effet.

Le Conseil de la Société a désigné comme Président de la Conférence :

M. Gabriel HANOTAUX, membre de l'Académie française, ancien Ministre des affaires étrangères de la République Française.

Comme Vice-Présidents :

Sir Francis Henry DENT, C.V.O., Président de la Commission de répartition du matériel roulant, à Vienne.

M. Vicente PINIES, Député, ancien Sénateur, ancien Sous-Secrétaire d'Etat des Travaux publics d'Espagne.

M. le Dr Maggiorino FERRARIS, Sénateur du royaume d'Italie, ancien Ministre.

M. le Dr Mineitcirô ADATCI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Japon en Belgique.

M. le Jonkheer Dr J. LOUDON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas en France, ancien Ministre des affaires étrangères.

Il a confié les travaux du Secrétariat à :

M. le Professeur Bernardo ATTOLICO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Directeur de la Section des Communications et du Transit, et Représentant permanent du Secrétaire général de la Société des Nations à la Conférence de Barcelone.

M. Robert HAAS, agrégé de l'Université, membre du Secrétariat international de la Société des Nations, Secrétaire général du Comité provisoire des Communications et du Transit, Secrétaire général de la Conférence.

Les Puissances énumérées dans la liste suivante ont pris part à la Conférence et à cet effet ont désigné comme leurs Représentants :

ALBANIE

DÉLÉGUÉ : M. Midhat FRASHERI, Président de la Délégation albanaise à Paris.

AUTRICHE

DÉLÉGUÉ : M. Henri REINHARDT, Conseiller ministériel.

BELGIQUE

DÉLÉGUÉ : M. Xavier NEUJEAN, Ministre des chemins de fer, marine, postes et télégraphes.

9.

**FINAL ACT OF THE GENERAL CONFERENCE ON FREEDOM  
OF COMMUNICATIONS AND TRANSIT.**

The General Conference on Communications and Transit, convoked in accordance with the Resolution of the Assembly of the League of Nations, met on March 10th, 1921, in the Palace of the Ayuntamiento of the city of Barcelona.

The Conference was charged by a Resolution of December 9th, 1920, with the task of drawing up, under conditions laid down in the Resolution regarding the relations between the Technical Organisations and the Council and the Assembly of the League of Nations, the measures which Members of the League are called upon to take in fulfilment of that part of Article 23 (e) of the Covenant which concerns freedom of communications and transit, as well as the General Conventions on the international regime of transit, of ports, waterways and railways referred to in Articles 338 and 379 of the Treaty signed at Versailles on June 28th, 1919 (and to the corresponding Articles of the other Treaties of Peace).

The Council of the League distributed to Members of the League the agenda for the Conference, together with drafts which might serve as the basis of its discussions, the agenda and the drafts having been prepared by the Provisional Committee established for the purpose.

The Council of the League nominated as the President of the Conference :

M. Gabriel HANOTAUX, Member of the Académie française, former Minister of Foreign Affairs of the French Republic ;

and as Vice-Presidents :

Sir Francis Henry DENT, C.V.O., President of the Commission de Répartition du Matériel roulant at Vienna.

M. Vicente PINIES, Deputy, former Senator, former Under-Secretary of State for Public Works of Spain ;

Dr. Maggiorino FERRARIS, Senator of Italy, former Minister ;

Dr. Mineitcirô ADATCI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Japan in Belgium ;

Jonkheer Dr. J. LOUDON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Majesty the Queen of Holland in France, former Minister for Foreign Affairs.

It entrusted the secretarial work to :

Professor Bernardo ATTOLICO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director of the Communications and Transit Section, and Permanent Representative of the Secretary-General of the League of Nations at the Conference of Barcelona ;

M. Robert HAAS, Agrégé de l'Université, Member of the International Secretariat of the League of Nations, Secretary-General of the Provisional Committee on Communications and Transit, Secretary-General of the Conference. The Powers enumerated in the following list took part in the Conference, and

for this purpose appointed the Delegates named below :

**ALBANIA**

DELEGATE : M. Midhat FRASHERI, President of the Albanian Delegation in Paris.

**AUSTRIA**

DELEGATE : M. Henri REINHARDT, Ministerial Councillor.

**BELGIUM**

DELEGATE : M. Xavier NEUJEAN, Minister of Railways, Marine, Posts and Telegraphs.

SUPPLÉANT : M. Alfred PIERRARD, Directeur général de la marine belge.

EXPERTS : M. HANREZ, Administrateur des chemins de fer de l'Etat belge ; M. Armand STIEVENARD, Attaché au Cabinet du Ministère des chemins de fer, marine, postes et télégraphes ; M. Michel HALEWYCK, Directeur général des affaires politiques et administratives au Ministère des colonies.

### BOLIVIE

DÉLÉGUÉ : M. Trifon MELEAN, Consul général de Bolivie en Espagne.

### BRÉSIL

DÉLÉGUÉ : M. Demetrio RIBEIRO, Ingénieur, ancien Ministre d'Etat des Etats-Unis du Brésil.

CONSEILLERS TECHNIQUES : M. E. MONTARROYOS, Ingénieur, ancien Capitaine d'Etat-major ; M. J. A. Barboza CARNEIRO, Attaché commercial à l'Amphassade du Brésil à Londres, membre de la Commission économique et financière de la Société des Nations.

### BULGARIE

DÉLÉGUÉ : M. Lubin BOCHKOFF, Ingénieur civil, adjoint du Directeur général des chemins de fer et des ports.

### CHILI

DÉLÉGUÉ : M. Manuel Rivas VICUNA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

EXPERTS : M. Manuel AMUNATEGUI, Consul général du Chili en France ; M. Alexandre ALVAREZ, Professeur de droit international ; M. Hernan EDWARDS, Ingénieur.

### CHINE

DÉLÉGUÉ : M. TSANG OU, Directeur général des chemins de fer de l'Etat chinois.

EXPERTS : M. G. BOUILLARD, Ingénieur en chef des chemins de fer de l'Etat chinois, Conseiller du Gouvernement chinois ; M. W. F. TYLER, Conseiller du Gouvernement chinois ; M. M. C. HSU, Chef du service de trafic international au Ministère des Communications ; M. T. T. CHEN, Lieutenant de vaisseau ; M. S. L. TCHOU, Ingénieur des arts et manufactures, Ingénieur au Ministère des communications ; M. V. F. TCHOU, Docteur en droit.

### COLOMBIE

DÉLÉGUÉ : M. Antonio José RESTREPO, Délégué plénipotentiaire, Conseiller juridique de la Légation de Colombie en Suisse.

### CUBA

DÉLÉGUÉ : M. José Oriol SALA Y XARAU.

ADJOINT : M. Enrique Moreno MERLO.

### DANEMARK

DÉLÉGUÉ : M. P. A. HOLCK-COLDING, Chef de bureau du Ministère des Travaux publics.

EXPERTS : M. N. J. EHRENREICH HANSEN, sous-chef de bureau du Ministère du commerce ; M. R. HAARLOW, Chef de bureau à la direction générale des chemins de fer de l'Etat.

### EMPIRE BRITANNIQUE

DÉLÉGUÉ : Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B., Economic Adviser to His Britannic Majesty's Government.

EXPERTS : Sir Cecil HURST, K.C.B., K.C., Legal Adviser to the Foreign Office ; H. O. MANCE, Esq. C.B., C.M.G., D.S.O., Board of Trade ; G. L. COLVIN, Esq. C.B., C.M.G., D.S.O., Ministry of Transport.

SUBSTITUTE : M. Alfred PIERRARD, Director General of the Belgian Marine.

EXPERTS : M. HANREZ, Administrator of the Belgian State Railways ; M. Armand STIEVENARD, Attaché to the Minister of Railways, Marine, Posts and Telegraphs ; M. Michel HALEWYCK, Director-General of Political and Administrative Affairs at the Ministry of Colonies.

### BOLIVIA

DELEGATE : M. Trifon MELEAN, Consul-General for Bolivia in Spain.

### BRAZIL

DELEGATE : M. Demetrio RIBEIRO, Engineer, former Minister of State of the United States of Brazil.

TECHNICAL ADVISERS : M. E. MONTARROYOS, Engineer, former Captain on the General Staff ; M. J. A. Barboza CARNEIRO, Commercial Attaché at the Brazilian Embassy, London, Member of the Economic and Financial Committee of the League of Nations.

### BULGARIA

DELEGATE : M. Lubin BOCHKOFF, Civil Engineer, Assistant Director-General of Railways and Ports.

### CHILE

DELEGATE : M. Manuel Rivas VICUNA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

EXPERTS : M. Manuel AMUNATEGUI, Consul-General for Chile in France ; M. Alexandre ALVAREZ, Professor of International Law ; M. Hernan EDWARDS, Engineer.

### CHINA

DELEGATE : M. TSANG OU, Director-General of the Chinese State Railways.

EXPERTS : M. G. BOUILLARD, Chief Engineer of the Chinese State Railways, Councillor of the Chinese Government ; M. W. F. TYLER, Councillor of the Chinese Government ; M. M. C. HSU, Chief of the Service of International Traffic at the Ministry of Communications ; M. T. T. CHEN, Naval Lieutenant ; M. S. L. TCHOU, Engineer of Arts and Manufactures, Engineer at the Ministry of Communications ; M. V. F. TCHOU, Doctor of Law.

### COLOMBIA

DELEGATE : M. Antonio José RESTREPO, Delegate Plenipotentiary, Legal Adviser to the Colombian Legation in Switzerland.

### CUBA

DELEGATE : M. José Oriol SALA Y XARAU.

ASSISTANT : M. Enrique Moreno MERLO.

### DENMARK

DELEGATE : M. P. A. HOLCK-COLDING, Chef du Bureau at the Ministry of Public Works.

EXPERTS : M. N. J. EHRENREICH HANSEN, Sous-Chef de Bureau at the Ministry of Commerce ; M. R. HAARLOW, Chef de Bureau at the General Directorate of State Railways.

### BRITISH EMPIRE

DELEGATE : Sir Hubert LLEWELLYN SMITH, G.C.B., Economic Adviser to His Britannic Majesty's Government.

EXPERTS : Sir Cecil HURST, K.C.B., K.C., Legal Adviser to the Foreign Office ; H. O. MANCE, Esq., C.B., C.M.G., D.S.O., Board of Trade ; G. L. COLVIN, Esq., C.B., C.M.G., D.S.O., Ministry of Transport.

### ESPAGNE

DÉLÉGUÉ : Señor Don Emilio ORTUNO, Député, ancien Ministre, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

SUPPLÉANT : Señor Don Guillermo BROCKMANN, Inspecteur général des ponts et chaussées.

EXPERTS : Señor Don Ramon MONTAGUT, Ingénieur en chef des ponts et chaussées, ancien Délégué royal des transports ; Señor Don Jose Jimeno LASSALA, Ingénieur en chef des ponts et chaussées ; Señor Don Juan MALUQUER Y VILADOT, ancien Procureur général du royaume, Bâtonnier du Bureau des avocats de Barcelone ; Señor Don Antonio DEL CASTILLO, Capitaine de vaisseau, commandant de la marine de la province de Barcelone ; Señor Don Cristobal ALZAMORA, Chef d'administration, Administrateur de la Douane de Barcelone.

### ESTHONIE

DÉLÉGUÉ : M. Charles Robert PUSTA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Esthonië en France et en Italie.

EXPERT ET DÉLÉGUÉ ADJOINT : M. Walter ROSENTHAL, Ingénieur des voies et communications.

### FINLANDE

DÉLÉGUÉ : M. le Dr Rolf THESLEFF, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Finlande à Christiania.

### FRANCE

DÉLÉGUÉ : M. LE TROCQUER, Député, Ministre des travaux publics.

SUPPLÉANT : M. SIBILLE, Député, membre du Comité consultatif des Chemins de fer français.

CONSEILLERS TECHNIQUES : M. CHARGUERAUD, Conseiller d'Etat, Inspecteur général des ponts et chaussées, Vice-Président du Conseil supérieur des Travaux Publics ; M. Fouques DUPARC, Ministre plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe ; M. DUCHENE, Conseiller d'Etat, Directeur des affaires politiques au Ministère des colonies ; M. SERRUYS, Directeur des accords commerciaux et de l'information économique au Ministère du Commerce ; M. Jean BENOIST, Auditeur au Conseil d'Etat, Chef du service des Etudes au Cabinet du Ministre des Travaux Publics ; M. DETOEUF, Ingénieur en chef des ponts et chaussées, Directeur des travaux des ports de Strasbourg et de Kehl.

EXPERTS : M. REVEILLAUD, Président de section au Conseil de préfecture de la Seine ; M. Georges BONNET, Auditeur au Conseil d'Etat, Commissaire-adjoint du Gouvernement ; M. BARRAIL, Délégué financier du Gouvernement français en Espagne ; M. André SIEGFRIED, Chef de section au service français de la Société des Nations, Professeur à l'Ecole libre des sciences politiques ; M. LOISEAU, Chargé de mission.

### GRÈCE

DÉLÉGUÉ : M. Pierre SCASSI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Hellénique en Espagne et en Portugal.

CONSEILLERS TECHNIQUES : M. A. POLITIS ; M. D. PHOCAS, Capitaine de frégate.

### GUATÉMALA

DÉLÉGUÉ : M. le Dr Don Norberto GALVEZ, Consul général de Guatémala.

### HAITI

DÉLÉGUÉ : M. Luis Maria SOLER, Consul général d'Haïti.

### HONDURAS

DÉLÉGUÉ : M. le Dr Don Norberto GALVEZ, Consul général de Guatémala.

### SPAIN

DELEGATE : Señor Don Emilio ORTUNO, Deputy, Former Minister, Engineer-in-Chief of Bridges and Roads.

SUBSTITUTE : Señor Don Guillermo BROCKMANN, Inspector-General of Bridges and Roads.

EXPERTS : Señor Don Ramon MONTAGUT, Engineer-in-Chief of Bridges and Roads, former Délégué Royal des Transports ; Señor Don José Jimeno LASSALA, Engineer-in-Chief of Bridges and Roads ; Señor Don Juan MALUQUER Y VILADOT, former Attorney-General to His Majesty, Bâtonnier of the Order of Advocates of Barcelona ; Señor Don Antonio DEL CASTILLO, Naval Captain, Commandant of the Marine of the Province of Barcelona ; Señor Don Cristobal ALZAMORA, Chef d'Administration, Administrator of Customs at Barcelona.

### ESTHONIA

DELEGATE : M. Charles Robert PUSTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia to France and Italy.

EXPERT AND ASSISTANT DELEGATE : M. Walter ROSENTHAL, Engineer of Ways and Communications.

### FINLAND

DELEGATE : Dr. Rolf THESLEFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Christiania.

### FRANCE

DELEGATE : M. LE TROCQUER, Deputy, Minister of Public Works.

SUBSTITUTE : M. SIBILLE, Deputy, Member of the Comité consultatif des Chemins de fer français.

TECHNICAL ADVISERS : M. CHARGUERAUD, Conseiller d'Etat, Inspector-General of Bridges and Roads, Vice-President of the Conseil supérieur des Travaux publics ; M. Fouques DUPARC, Minister Plenipotentiary (1st class) ; M. DUCHENE, Conseiller d'Etat, Director of Political Affairs at the Ministry of Colonies ; M. SERRUYS, Director of Commercial Agreements and Economic Information at the Ministry of Commerce ; M. Jean BENOIST, Auditeur au Conseil d'Etat, Chef du Service des Etudes au Cabinet du Ministre des Travaux publics ; M. DETOEUF, Engineer-in-Chief of Bridges and Roads, Director of Works at the Ports of Strasbourg and Kehl.

EXPERTS : M. REVEILLAUD, Président de Section au Conseil de Préfecture de la Seine ; M. Georges BONNET, Auditeur au Conseil d'Etat, Commissaire adjoint du Gouvernement ; M. BARRAIL, Financial Representative of the French Government in Spain ; M. André SIEGFRIED, Chef de Section au Service français de la Société des Nations, Professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques ; M. LOISEAU, Chargé de Mission.

### GREECE.

DELEGATE : M. Pierre SCASSI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Hellenic Majesty in Spain and Portugal.

TECHNICAL ADVISERS : M. A. POLITIS ; M. D. PHOCAS, Naval Captain.

### GUATEMALA

DELEGATE : Dr. Don Norberto GALVEZ, Consul-General for Guatemala.

### HAITI

DELEGATE : M. Luis Maria SOLER, Consul-General for Haïti.

### HONDURAS

DELEGATE : Dr. Don Norberto GALVEZ, Consul-General for Guatemala.

## INDES

DÉLÉGUÉ : Sir Louis James KERSHAW, K.C.S.I., C.I.E., Secrétaire au Département des revenus et statistiques, India Office, Londres.

## ITALIE

DÉLÉGUÉ : M. Camillo PEANO, Avocat, Ministre des travaux publics du royaume d'Italie, Conseiller d'Etat ; Député au Parlement.

SUPPLÉANT : M. Paolo BIGNAMI, Ingénieur, Député au Parlement, ancien sous-Secrétaire d'Etat.

EXPERTS : M. Girolamo SINIGALIA, Inspecteur supérieur de première classe des chemins de fer du royaume d'Italie, membre du Conseil général du trafic, Délégué d'Italie à la Commission centrale du Rhin et à la Commission internationale de l'Elbe ; M. Carlo VALENTINI, Ingénieur, Professeur d'hydraulique fluviale et navigation intérieure, Inspecteur supérieur des ponts et chaussées, membre du Conseil supérieur des Travaux Publics ; M. Emilio PAGLIANO, Conseiller de l'ambassade de S. M. le roi d'Italie à Madrid, Avocat à la Cour de cassation de Rome, Professeur agrégé de droit constitutionnel à l'Université de Rome.

## JAPON

DÉLÉGUÉ : M. MATSUDA, Docteur en droit, Conseiller de l'ambassade du Japon à Paris, ancien Directeur général des affaires juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères.

EXPERTS : M. S. SATAKE, Docteur en droit, ancien Directeur général au Ministère des chemins de fer ; M. A. KASAMA, Secrétaire du Ministère des affaires étrangères, Délégué à la Commission d'Etude de la liberté des communications et du transit ; M. F. ADACHI, Secrétaire au Ministère des communications, adjoint au Délégué gouvernemental du Japon au Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

## LETONIE

DÉLÉGUÉ : M. Germain ALBAT, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

## LITHUANIE

DÉLÉGUÉ : M. Vaclovas SIDZIKAUSKAS, Chargé d'affaires de Lithuanie auprès du Gouvernement de la République Helvétique.

## LUXEMBOURG

DÉLÉGUÉ : M. LEFORT, membre du Conseil d'Etat, Chargé d'affaires du Luxembourg à Berne et à La Haye.

## NORVÈGE

DÉLÉGUÉ : M. Ole SKYBAK, Conseiller de légation, Chargé d'affaires de Norvège a. i. à Madrid.

EXPERTS : M. Gabriel SMITH, Directeur général des ports ; M. Fredrik Samuel INGIER, Directeur du trafic des chemins de fer de l'Etat ; M. Einar MASENG, membre de la Commission norvégienne des traités de commerce.

## PANAMA

DÉLÉGUÉ : M. Evenor HAZERA, Consul général pour l'Espagne, ancien Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

## PARAGUAY

DÉLÉGUÉ : M. le Dr Hector VELASQUEZ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, ancien Sénateur, ancien Ministre des Affaires étrangères.

## PAYS-BAS

DÉLÉGUÉ : M. le Dr C. LELY, ancien Ministre du Waterstaat, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.

### INDIA

DELEGATE: Sir Louis James KERSHAW, K.C.S.I., C.I.E., Secretary, Revenue and Statistics Department, India Office, London.

### ITALY

DELEGATE: M. Camillo PEANO, Barrister-at-Law, Minister of Public Works of the Kingdom of Italy, Councillor of State, Member of Parliament.

SUBSTITUTE: M. Paolo BIGNAMI, Engineer, Member of Parliament, ex-Under-Secretary of State.

EXPERTS: M. Girolamo SINIGALIA, Chief Inspector (First Grade) on the State Railways, Member of the General Council of Traffic, Italian Delegate on the Central Rhine Commission and on the International Elbe Commission; M. Carlo VALENTINI, Engineer, Professor of Hydraulics and Inland Navigation, Chief Inspector of Roads and Bridges, Member of the Upper Council of Public Works; M. Emilio PAGLIANO, Councillor of the Royal Italian Embassy in Madrid, Barrister-at-Law in the Supreme Court of Rome, Professor of Constitutional Law in the University of Rome.

### JAPAN

DELEGATE: M. MATSUDA, Doctor of Law, Councillor of the Japanese Embassy in Paris, former Director-General of Legal Affairs and Treaties at the Ministry of Foreign Affairs.

EXPERTS: M. S. SATAKE, Doctor of Law, former Director-General at the Ministry of Railways; M. A. KASAMA, Secretary at the Ministry of Foreign Affairs, Assistant Delegate to the Commission of Enquiry on Freedom of Communications and Transit; M. F. ADACHI, Secretary at the Ministry of Communications, Assistant to the Representative of the Japanese Government on the Governing Body of the International Labour Office.

### LATVIA

DELEGATE: M. Germain ALBAT, Under-Secretary of State for Foreign Affairs.

### LITHUANIA

DELEGATE: M. Vaclovas SIDZIKAUSKAS, Lithuanian Chargé d'Affaires in Switzerland.

### LUXEMBURG

DELEGATE: M. LEFORT, Member of the Council of State, Luxemburg, Chargé d'Affaires at Berne and The Hague.

### NORWAY

DELEGATE: M. Ole SKYBAK, Councillor of Legation, Temporary Norwegian Chargé d'Affaires at Madrid.

EXPERTS: M. Gabriel SMITH, Director-General of Ports; M. Fredrik Samuel INGIER, Director of Traffic of the State Railways; M. Einar MASENG, Member of the Norwegian Committee for Commercial Treaties.

### PANAMA

DELEGATE: M. Evenor HAZERA, Consul-General for Spain, former Under-Secretary of State for Foreign Affairs.

### PARAGUAY

DELEGATE: Dr. Hector VELASQUEZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, former Senator, former Minister for Foreign Affairs.

### NETHERLANDS

DELEGATE: Dr. C. LELY, Former Minister of "Waterstaat," Member of the Upper Chamber of the States General.

SUPPLÉANTS : M. le Jonkheer Dr W. J. M. van EYSINGA, professeur à l'Université de Leyde, Membre de la Commission centrale du Rhin ; M. A. G. KROLLER, Membre du Conseil économique du Ministère des Affaires étrangères.

EXPERTS : M. I. A. KALFF, Ingénieur, Directeur des Sociétés néerlandaises de Chemins de fer ; M. le Dr J. P. A. LAMAN DE VRIES, Directeur général des Contributions directes, Douanes et Accises ; M. D. A. van HEYST, Ingénieur en chef du Ryks Waterstaat.

#### PERSE

DÉLÉGUÉ : M. Mirza HUSSEIN KHAN ALAI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale le Schah de Perse en Espagne.

#### POLOGNE

DÉLÉGUÉ : M. Joseph WIELOWIEYSKI, Délégué adjoint de la République Polonaise au Conseil de la Société des Nations.

SUPPLÉANTS ET EXPERTS : M. Bohdan WINIARSKI, professeur agrégé à la Faculté de Droit de l'Université de Poznán ; M. le Contre-Amiral de ZWIERKOWSKI, Chef-adjoint du Département de la Marine.

#### PORTUGAL

DÉLÉGUÉ : M. Alfredo Freire d'ANDRADE, Colonel du Génie.

#### ROUMANIE

DÉLÉGUÉ : M. Georges CRETZIANO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Roumanie en Espagne.

CONSEILLERS TECHNIQUES : M. Georges CARACOSTEA, Ingénieur, Inspecteur général, Directeur du Service commercial au Ministère des Communications ; M. Alex. PERIETZEANO, Ingénieur, Inspecteur général, ancien Directeur général des Chemins de fer roumains ; M. Georges POPESCO, Ingénieur, Inspecteur général, Directeur général des Ports et Voies de Communications sur eau.

CONSEILLER JURIDIQUE : M. Démètre JANCOVICI.

#### ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE

DÉLÉGUÉ : M. le Dr Ante TRESICH PAVICHICH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en Espagne et au Portugal.

EXPERTS : M. le Contre-Amiral Dragutin PRICA, Chargé du Service de la Navigation fluviale au Ministère des Communications ; M. Ranislav M. AVRAMOVITCH, Ingénieur en chef au Ministère des Communications, ancien Expert à la Délégation serbe-croate-slovène au Congrès de la Paix à Paris, ancien Membre du Comité provisoire des Communications et du Transit de la Société des Nations.

#### SUÈDE

DÉLÉGUÉ : M. F. V. HANSEN, Directeur général des forces hydrauliques et des canaux de l'Etat de Suède.

EXPERTS : M. Nils AHLBERG, Docteur Ès-Sciences, Directeur à l'Administration des Chemins de fer de l'Etat de Suède ; M. P. G. HORNELL, Ingénieur-Conseil, Membre de l'Académie Royale des Sciences techniques de Stockholm ; M. K. I. WESTMAN, Secrétaire à la Légation de Suède à Paris.

#### SUISSE

DÉLÉGUÉS : M. G. CARLIN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire aux Pays-Bas, Membre de la Cour permanente d'Arbitrage.

DÉLÉGUÉ SUPPLÉANT ET EXPERTS : M. J. VALLOTTON, Docteur en droit, Avocat à Lausanne, Délégué à la Commission centrale du Rhin, Associé de l'Institut de Droit international ; M. Adolphe WIRZ, Chef du Service des tarifs marchandises à la Direction générale des Chemins de fer fédéraux à Berne.

SUBSTITUTES : Jonkheer Dr. W. J. M. van EYSINGA, Professor at the University of Leyden, Member of the Central Commission of the Rhine ; M. M. A. G. KROLLER, Member of the Economic Council at the Ministry of Foreign Affairs.

EXPERTS : M. I. A. KALFF, Engineer, Director of the Netherlands Railway Companies ; Dr. J. P. A. LAMAN DE VRIES, Director-General of Direct Taxation, Customs and Excise ; M. D. A. van HEYST, Chief Engineer of the "Ryks Waterstaat."

### PERSIA

DELEGATE : M. Mirza HUSSEIN KHAN ALAI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Imperial Majesty the Shah of Persia in Spain.

### POLAND

DELEGATE : M. Joseph WIELOWIEYSKI, Assistant Delegate of the Polish Republic to the Council of the League of Nations.

SUBSTITUTE DELEGATES AND EXPERTS : M. Bohdan WINIARSKI, Professor of Law at the University of Poznán ; Rear-Admiral de ZWIERKOWSKI, Assistant Chief of the Department of Marine.

### PORTUGAL

DELEGATE : M. Alfredo Freire d'ANDRADE, Colonel of Engineers.

### ROUMANIA

DELEGATE : M. Georges CRETZIANO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Roumania in Spain.

TECHNICAL ADVISERS : M. Georges CARACOSTEA, Engineer, Inspector-General and Director of the Commercial Service at the Ministry of Communications ; M. Alex PERIETZEANO, Engineer, Inspector-General, former Director-General of Roumanian Railways ; M. Georges POPESCO, Engineer, Inspector-General, Director-General of Ports and Waterways.

LEGAL ADVISER : M. Demetrius JANCOVICI.

### SERB-CROAT-SLOVENE STATE

DELEGATE : M. Ante TRESICH-PAVICHICH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in Spain and in Portugal.

EXPERTS : Rear-Admiral Dragutin PRICA, Chief of the Service of River Navigation at the Ministry of Communications ; M. Ranislav M. AVRAMOVITCH, Engineer-in-Chief to the Ministry of Communications, former Expert of the Serb-Croat-Slovene State to the Peace Conference at Paris, former Member of the League of Nations Provisional Committee of Transit and Communications.

### SWEDEN

DELEGATE : M. F. V. HANSEN, Director-General of Hydraulic Power and Canals of the Swedish State.

EXPERTS : M. Nils AHLBERG, Doctor of Science, Director of the Administration of the Swedish State Railways ; M. P. G. HORNELL, Consulting Engineer, Member of the Royal Academy of Technical Sciences at Stockholm ; M. K. I. WESTMAN, Secretary at the Swedish Legation in Paris.

### SWITZERLAND

DELEGATE : M. G. CARLIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Netherlands, Member of the Permanent Court of Arbitration.

SUBSTITUTE DELEGATE AND EXPERTS : M. J. VALLOTTON, Doctor of Law, Advocate at Lausanne and Delegate at the Central Commission of the Rhine, Associate of the Institute of International Law ; M. Adolphe WIRZ, Chief of the Service of Goods Tariffs at the General Directorate of Federal Railways at Berne.

### TCHÉCO-SLOVAQUIE

DÉLÉGUÉS : M. Bohuslav MULLER, Ingénieur, Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire ; M. le Dr Ottokar LANKAS, Conseiller ministériel et Directeur du Service des Transports au Ministère des Chemins de fer.

EXPERTS TECHNIQUES : M. Pavel KOLLER, Ingénieur, Conseiller des Constructions au Ministère des Chemins de fer ; M. Vojtech KRBEC, Ingénieur, Premier Secrétaire de Légation au Ministère des Affaires étrangères.

EXPERT JURIDIQUE : M. le Dr Karel WENDL, Attaché au Ministère des Affaires étrangères.

### URUGUAY

DÉLÉGUÉ : M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Ministre plénipotentiaire en Espagne et Portugal.

### VENEZUELA

DÉLÉGUÉ : Dr Simon PLANAS-SUAREZ, Ministre plénipotentiaire de Venezuela en Portugal.

Ont participé aux travaux à titre consultatif :

### ALLEMAGNE

DÉLÉGUÉ : M. Karl Georg von TREUTLER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Conseiller actuel intime.

SUPPLÉANT : M. le Dr Arthur SEELIGER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Président de la Commission internationale de l'Elbe.

EXPERTS : M. Max PETERS, Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux Publics, Conseiller actuel intime ; M. le Professeur Alfred von der LEYEN, Conseiller actuel intime ; M. Johann Daniel KRONIG, Conseiller d'Etat ; M. Max LUDICKE, Conseiller supérieur de régence ; M. Wilhelm von POCHHAMMER.

### HONGRIE

DÉLÉGUÉ : M. Emile WALTER, Conseiller ministériel de Section du Ministère des Affaires étrangères.

Ont en outre pris part aux délibérations :

M. Albert CLAVEILLE, Sénateur, Président de la Commission centrale du Rhin. Ancien Ministre des Travaux Publics de France ; M. le Colonel Henri L-ETIENNE, Ingénieur diplômé, Vice-Directeur de l'Office central des Transports internationaux par Chemins de fer de Berne ; M. Jean HOSTIE, Secrétaire général de la Commission centrale du Rhin, Membre du Comité d'Organisation de la Conférence ; M. le Dr William MARTIN, Représentant du Bureau international du Travail.

Au cours d'une série de réunions qui ont eu lieu entre le 10 mars et le 20 avril 1921, dans lesquelles les Représentants et leurs conseillers ont été constamment animés du désir de réaliser, dans la plus large mesure possible, les vues de la Société des Nations qui les a convoqués et les intentions de leurs Gouvernements, la Conférence a préparé et adopté les instruments énumérés ci-dessous et joints en annexes au présent Acte :

1. Règlement d'organisation des Conférences générales et de la Commission consultative et technique des Communications et du Transit ;
2. Règlement intérieur pour les Conférences des Communications et du Transit ;
3. Convention et Statut sur la Liberté du Transit ;
4. Convention et Statut sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international ;
5. Protocole additionnel à la Convention sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international ;
6. Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime ;
7. Recommandations relatives au Régime international des voies ferrées ;
8. Recommandations relatives aux ports soumis au régime international ;
9. Acte final.

### CZECHO-SLOVAKIA.

DELEGATES : M. Bohuslav MULLER, Engineer, Secretary of State at the Ministry of Public Works, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; Dr. Ottokar LANKAS, Ministerial Councillor and Director of Transport at the Ministry of Railways.

TECHNICAL EXPERTS : M. Pavel KOLLER, Engineer, Adviser on Construction to the Ministry of Railways ; M. Vojtech KRBEC, Engineer, First Secretary of Legation at the Ministry of Foreign Affairs.

LEGAL EXPERT : Dr. Karel WENDL, Attaché to the Minister of Foreign Affairs.

### URUGUAY.

DELEGATE : M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA, Minister Plenipotentiary in Spain and Portugal.

### VENEZUELA

DELEGATE : Dr. Simon PLANAS-SUAREZ, Minister Plenipotentiary of Venezuela in Portugal.

There took part in the work in an advisory capacity :

### GERMANY

DELEGATE : M. Karl Georg von TREUTLER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Privy Councillor.

SUBSTITUTE : Dr. Arthur SEELIGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, President of the International Commission of the Elbe.

EXPERTS : M. Max PETERS, Secretary of State of the Ministry of Public Works, Privy Councillor ; Professor Alfred von der LEYEN, Privy Councillor ; M. Johann Daniel KRONIG, Councillor of State ; M. Max LUDICKE, Councillor of Administration, First Class ; M. Wilhelm von POCHHAMMER.

### HUNGARY

DELEGATE : M. Emile WALTER, Ministerial Councillor at the Ministry of Foreign Affairs.

There also took part in the discussions :

M. Albert CLAVEILLE, Senator, President of the Central Rhine Commission, former French Minister of Public Works ; Colonel Henri ETIENNE, Ingénieur Diplômé, Vice-Director of the Central Office of International Transportation by Railway at Berne ; M. Jean HOSTIÉ, Secretary-General of the Central Rhine Commission, Member of the Organisation Committee of the Conference ; Dr. William MARTIN, Representative of the International Labour Office.

In a series of meetings between March 10th and April 20th, 1921, in which the delegates and their advisers were throughout animated with the desire to fulfil to the greatest possible degree the principles of the League of Nations which summoned the Conference and the intentions of their Governments, the Conference prepared and adopted the instruments enumerated below and annexed to the present Act :

1. Rules for the Organisation of General Conferences on Communications and Transit, and of the Advisory and Technical Committee ;
2. Rules of Procedure for Conferences on Communications and Transit ;
3. Convention and Statute on Freedom of Transit ;
4. Convention and Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern ;
5. Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern.
6. Declaration recognising the right to a flag of States having no sea-coast ;
7. Recommendations relative to the International Regime of Railways ;
8. Recommendations relative to Ports subject to an international regime ;
9. Final Act.

Pour déférer aux résolutions ci-dessus visées de l'Assemblée, le Règlement d'organisation des Conférences et le Règlement intérieur, ainsi que les Conventions et Statuts et autres instruments énumérés ci-dessus seront transmis au Secrétariat général de la Société à toutes fins utiles.

Ces Conventions et Statuts sont destinés à faire partie de l'ensemble des Conventions visées aux articles 338 et 379 du Traité signé à Versailles, le 28 juin 1919, et aux articles analogues des autres Traités de Paix.

Les Règlements porteront la date à laquelle ils ont été adoptés par la Conférence et seront établis en exemplaires certifiés conformes par le Président.

Les Conventions, le Protocole additionnel et la Déclaration porteront la date de ce jour.

Certains délégués des Etats représentés à la Conférence, munis de pleins pouvoirs à cet effet, ont signé, à Barcelone, les Conventions et Statuts.

Les Puissances, qui n'ont pas signé à Barcelone, pourront signer ultérieurement, et le Secrétaire général prendra, à cet effet, toutes dispositions utiles.

La Conférence a, en outre, formulé les vœux et les déclarations qui suivent :

1. La Conférence attire l'attention du Conseil et de l'Assemblée de la Société sur la question du renouvellement de la Commission consultative et technique, au cas où il n'y aurait pas d'autre Conférence avant l'expiration d'un délai de quatre ans.
2. La Conférence émet le vœu que la prochaine Assemblée modifie la résolution adoptée en ce qui concerne la convocation de la Conférence générale, afin de permettre la réunion de plein droit de celle-ci chaque fois qu'un tiers au moins des Membres de la Société en formulera la demande.
3. La Conférence émet le vœu que la Société des Nations invite le plus tôt possible ses Membres à se réunir en vue de l'élaboration de nouvelles conventions destinées à régler les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre, en matière de transit. Ce vœu a été voté par 23 voix contre 5.
4. La Conférence, considérant l'importance qu'il y a à ce qu'une Convention sur les voies ferrées soit conclue dans un délai de deux ans, émet le vœu qu'une Conférence soit réunie en temps utile, pour permettre d'élaborer et de conclure ladite Convention dans le délai indiqué.
5. La Conférence, considérant qu'il est désirable, pour l'amélioration des voies de communication d'intérêt international, que les Etats possédant de l'énergie électrique en abondance en cèdent aux Etats qui en manquent, émet le vœu que la question soit mise à l'étude.
6. La Conférence déclare qu'il est hautement désirable que soit mise à l'étude la question de savoir dans quelle mesure il est possible de simplifier les tarifs intérieurs de chemins de fer et de les unifier de plus en plus quant à la forme, notamment en ce qui concerne les groupes de territoires contigus
7. La Conférence déclare, en adoptant l'article 10 du Règlement intérieur que, cet article reproduisant certains alinéas de l'article 16 du Règlement de l'Assemblée, tout changement introduit à l'avenir dans ces alinéas devra aussi être introduit dans l'article 10 du Règlement intérieur de la Conférence.
8. La Conférence déclare que, dans le cas où des dispositions des Conventions et Statuts de Barcelone apparaîtraient en contradiction, sur un point quelconque, avec des dispositions des Traités de Paix, l'interprétation, résultant des dispositions des Traités de Paix, prévaudra tant en ce qui concerne les Puissances qui ne sont pas parties aux dits Traités qu'en ce qui concerne les Puissances signataires ou bénéficiaires mentionnées à l'article 2 des Conventions de Barcelone.
9. La Conférence déclare que les règles prévues au Règlement d'organisation notamment à l'article 11, pour mettre une question à l'ordre du jour d'une Conférence générale des Communications et du Transit, seront également applicables s'il s'agit d'une révision demandée conformément à l'article 9 de la Convention sur la Liberté du Transit et à l'article 9 de la Convention concernant le Régime des Voies navigables d'Intérêt international.
10. La Conférence déclare que rien dans la Convention et le Statut sur la Liberté du Transit ne s'oppose à ce que les transports qui présentent un intérêt vital pour un pays, aussi bien transports intérieurs que ceux d'importation ou d'exportation, aient temporairement la priorité sur le transit de moindre importance économique.

In order to comply with the above-mentioned Resolutions of the Assembly, the Rules for the Organisation of Conferences and the Rules of Procedure, as well as the Conventions and Statutes and other instruments enumerated above, will be transmitted to the Secretariat General for all necessary action.

These Conventions and Statutes are intended to form part of the series of Conventions contemplated in Articles 338 and 379 of the Treaty signed at Versailles on June 28th, 1919, and in the corresponding Articles of the other Treaties of Peace.

The Rules will bear the date on which they were adopted by the Conference and copies will be authenticated by the signature of the President.

The Conventions, additional Protocol and Declaration will bear this day's date.

Certain delegates of States represented at the Conference, being provided with full powers authorising them to do so, have signed the Conventions and Statutes at Barcelona.

The Powers which have not signed at Barcelona may sign at a later date and the Secretary-General will take all necessary steps for this purpose.

The Conference has also adopted the following Recommendations and Declarations :

1. The Conference draws the attention of the Council and the Assembly of the League to the question of the renewal of the Advisory and Technical Committee in the event of no further Conference being held within a period of four years.
2. The Conference recommends that the next Assembly should modify the Resolution adopted concerning the calling of the general Conference in order to permit its meeting in full session each time that at least one-third of the Members of the League make such a request.
3. The Conference recommends that the League of Nations should, as soon as possible, invite its Members to meet with a view to drawing up new Conventions for the regulation of the Rights and Duties in regard to transit of belligerents and neutrals in time of war. This was adopted by 23 votes to 5.
4. The Conference, bearing in mind the importance of the conclusion within a period of two years of a Convention on Railways, recommends that a Conference should meet in good time to permit of the preparation and conclusion of such a Convention within the period indicated.
5. The Conference, bearing in mind that it is desirable with a view to the improvement of ways of communication of international concern that States having an abundant supply of electrical power should concede a part of it to States in want thereof, recommends that this question should be examined.
6. The Conference declares that it is highly desirable that the question of the extent to which it is possible to simplify internal railway tariffs and to bring them into greater uniformity should be studied, particularly as regards groups of contiguous territories.
7. The Conference declares, in adopting Article 10 of the Rules of Procedure, that, as this Article reproduces certain paragraphs of Article 16 of the Rules of Procedure of the Assembly, all changes introduced in the future into such paragraphs must also be incorporated in Article 10 of the Rules of Procedure of the Conference.
8. The Conference declares that it is agreed that in cases where the provisions of the Conventions and Statutes of Barcelona appear to conflict on any point with the provisions of the Treaties of Peace, the meaning to be attributed to the provisions of the Treaties of Peace will prevail, both as regards Powers which are not parties to the said Treaties, as well as regards the signatory or beneficiary Powers referred to in Article 2 of the Conventions of Barcelona.
9. The Conference declares that the Rules laid down in the Rules of Organisation, particularly those in Article 11 as to the placing of a question on the Agenda of a general Conference on Communications and Transit, shall also apply in the case of a revision demanded in accordance with Article 9 of the Convention as to Freedom of Transit, and with Article 9 of the Convention as to Navigable Waterways of International Concern.
10. The Conference declares that nothing in the Convention and Statute on Freedom of Transit shall be understood to imply that traffic of vital importance for a country, including internal traffic, as well as import and export traffic, may not temporarily be given priority over transit traffic of minor economic importance.

11. La Conférence déclare qu'en décidant de ne pas mentionner les envois postaux parmi les transports en transit visés à l'article premier du Statut sur la Liberté du Transit, elle a entendu simplement laisser en dehors de ses travaux une matière réglée par la Convention postale de Madrid de 1920 et que le principe de la Liberté du Transit doit être respecté en ce qui concerne les dits envois postaux.
12. La Conférence déclare qu'en établissant dans l'article 9 du Statut concernant le Régime des Voies navigables d'Intérêt international le Régime des Ports situés sur ces voies, elle n'a entendu trancher aucune question de principe relative au Régime des Ports maritimes nationaux.
13. La Conférence déclare que dans le deuxième alinéa du § 1 de l'article 5 du Statut sur le Régime des Voies navigables d'Intérêt international, les mots « Acte de Navigation antérieure » visent entre autres la Convention de Mannheim, mais ne visent pas le régime spécial créé par les articles 332 à 337 du Traité de Versailles et les articles analogues des autres Traités de Paix.
14. Enfin, la Conférence a pris acte de la déclaration de la Délégation des Pays-Bas aux termes de laquelle celle-ci, en proposant la rédaction actuelle de l'article 8 du Statut relatif au Régime des Voies navigables d'Intérêt international, n'a eu nullement en vue le retrait de facilités existantes ni un recul quelconque sur le régime liberal que les Pays-Bas ont appliqué jusqu'ici. Au cas où des Conventions accordent des facilités plus grandes que celles prévues à l'article 8, ces facilités seront maintenues aux intéressés, ainsi que le prescrit l'article 20.

En foi de quoi les Représentants ont signé le présent Acte.

Fait à Barcelone, le vingt avril mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire qui sera déposé aux Archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont des copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Etats représentés à la Conférence.

*[Suivent les signatures des Délégués]*

---

11. The Conference declares that in deciding not to mention mails and postal parcels among the traffic in transit referred to in Article 1 of the Statute on Freedom of Transit, the intention was merely to leave outside the scope of its labours a matter regulated by the Postal Convention of Madrid of 1920, and that the principle of freedom of transit must be respected in regard to such mails and postal parcels.
12. The Conference declares that in laying down in Article 9 of the Statute relating to the regime of navigable waterways of international concern the regime for ports situated on such waterways, there was no intention of settling any question of principle relating to the regime of national seaports.
13. The Conference declares that in Section 2, paragraph 1 of Article 5 of the Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern, the words " previous Act of Navigation " refer, among others, to the Convention of Mannheim, but do not refer to the special regime created by Articles 332 to 337 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles in other Treaties of Peace.
14. Lastly, the Conference has taken note of the declaration made by the Delegation of the Netherlands, according to which, in proposing the present wording of Article 8 of the Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern that Delegation did not envisage any restriction of existing facilities or any departure whatever from the liberal regime which the Netherlands have applied up to the present. Where Conventions confer greater facilities than those referred to in Article 8, such facilities will be maintained for the benefit of parties concerned, as laid down in Article 20.

In faith whereof the Delegates have signed the present Act

Done at Barcelona, the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-one, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which authenticated copies shall be delivered to all the States represented at the Conference.

*[Here follow the signatures of the Delegates.]*

---









